

2024

RAPPORT D'ACTIVITES



FONDATION RENÉ CASSIN



**PÉRIODE :**

1er Janvier 2024 au 31 décembre 2024

<https://iidh.org/communication/rapports-d-activites/>



# PRÉSENTATION DE LA FONDATION RENÉ CASSIN

## RENÉ CASSIN, COMPAGNON DE LA LIBÉRATION

La Fondation René Cassin - Institut International des droits de l'homme poursuit l'œuvre de l'Institut International des droits de l'homme créé en 1969 à Strasbourg, à l'initiative du président René Cassin, aux lendemains de l'obtention du **prix Nobel de la Paix**. Sa mission est de **promouvoir l'universalité des droits de l'homme** par la formation et l'enseignement, la sensibilisation et la recherche, à l'échelle nationale, comme dans le cadre international et au niveau régional.

Grand blessé de 1914, « Légiste de la France libre » et Compagnon de la Libération, Vice-président du Conseil d'Etat, René Cassin (1887-1976) a **contribué à la création de l'UNESCO** et a joué, comme membre de la Commission des droits de l'homme, un rôle essentiel dans **l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'homme** adoptée par l'Assemblée générale le 10 décembre 1948.

Il a également été, en 1959, le premier juge français à la Cour européenne des droits de l'homme qu'il a présidée de 1965 à 1968, mettant ainsi l'accent sur l'importance des garanties effectives dans le cadre de **l'État de droit**.

À chaque étape de sa vie de **juriste engagé**, René Cassin s'est inscrit pleinement dans une **démarche humaniste**, issue de la tradition républicaine, visant la défense de la justice et la recherche de la paix. Professeur de droit, il n'avait de cesse de s'adresser aux nouvelles générations pour promouvoir cet « **idéal commun** ». En 1987, à l'occasion du centenaire de sa naissance, ses cendres ont été transférées au Panthéon.



Fidèle à la pensée et à l'œuvre de ce visionnaire, l'Institut International des Droits de l'Homme devient fondation d'utilité publique et prend la dénomination de "**Fondation René Cassin - Institut International des Droits de l'Homme**" par un décret publié au Journal Officiel le 13 décembre 2015. La Fondation vise toujours à mettre en œuvre, en toute indépendance et dans un esprit scientifique et désintéressé, la défense et la promotion des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, à travers l'enseignement et la recherche. Elle s'adresse à un public toujours plus large et soutien également des actions culturelles et à destination de la jeunesse en lien avec les droits de l'Homme.



# QUELLES SONT NOS ACTIONS ?

## 1 ENSEIGNEMENT

La Fondation propose de nombreuses *formations en France et à l'étranger, relatives aux droits de l'Homme* en lien avec des thématiques actuelles. Ces sessions de formation s'adressent aux étudiants, aux juristes, aux différents acteurs des droits de l'Homme, aux plus jeunes et à toute personne intéressée.

## 2 RECHERCHE

La Fondation organise et prend part à des *manifestations scientifiques* portant sur des thématiques liées aux droits de l'Homme et soutient de nombreux événements académiques tout au long de l'année. Par ailleurs, les représentants de la Fondation interviennent régulièrement lors de colloques, de conférences ou de journées d'études. L'activité de soutien à la recherche de la Fondation se manifeste également par la *publication* d'ouvrages aux Éditions Pedone.



### 3 SENSIBILISATION DE LA JEUNESSE

Fidèle à sa mission de promotion des droits de l'Homme, la Fondation René Cassin a également à cœur de proposer des actions de sensibilisation de la jeunesse aux enjeux démocratiques et de défense des droits et libertés fondamentales. Ces activités se traduisent par l'organisation d'ateliers pédagogiques thématiques, des rencontres éducatives, la participation à de nombreuses activités et concours en collaboration avec les écoles, lycées, universités ou centre socio-éducatifs.

### 4 ACTIONS CULTURELLES

Afin de sensibiliser un public plus large, depuis plusieurs années, la Fondation René Cassin développe également des *actions pédagogiques et culturelles* en lien avec les droits de l'Homme. Nous organisons ainsi des expositions artistiques ou encore des projections de films portant sur les droits de l'Homme.

# TABLER DES MATIERES

**MOT DU PRÉSIDENT**

**MOT DU DIRECTEUR**

**ORGANIGRAMME**

- EQUIPE
- BUREAU
- COMITÉS

**ENSEIGNEMENT**

• ***SESSIONS DE FORMATION EN FRANCE***

- FORMATION DES DIPLOMATES SUR LES "PERSPECTIVES PRATIQUES DE LA PROTECTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME"
- 26ÈME FORMATION INTENSIVE SUR LE DROIT DES RÉFUGIÉS (FIDR)
- 53E SESSION D'ÉTÉ EN DROIT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME, DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE ET DROIT INTERNATIONAL PÉNAL
- FORMATION DES SALARIÉS DE L'ASSOCIATION HORIZON AMITIÉ
- FORMATION CONTINUE DES AVOCATS
- FORMATION SUR LE DROIT INTERNATIONAL PENAL
- FORMATION A DESTINATION DES ONG SUR LES NOUVELLES REFORMES EN DROIT D'ASILE ET DROIT DES ÉTRANGERS

# TABLER DES MATIERES

- **SESSIONS DE FORMATION DELOCALISEES**
  - *SESSION DE FORMATION A LIMA (PEROU)*
  - SESSION DE FORMATION A DAKAR (SENEGAL)
  - SESSION DE FORMATION A ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE)
  - SESSION DE FORMATION A YAOUNDE (CAMEROUN)
  - SESSION DE FORMATION A MAPUTO (MOZAMBIQUE)
  - SESSION DE FORMATION A BUENOS AIRES (ARGENTINE)
  - SESSION DE FORMATION A BAMAKO (MALI)

## RECHERCHE

- SYMPOSIUM SUR LES DISCOURS DE HAINE
- COLLOQUE PAUL TAVERNIER
- PRIX DE THESE RENE CASSIN 2024
- CONFERENCE DROITS CULTURELS
- LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE: GENESE ET PRATIQUE
- 22E JOURNÉE CONTRE LA PEINE DE MORT
- FORUM MONDIAL DE LA DEMOCRATIE
- SÉMINAIRE SUR LE SYSTEME EUROPEEN ET LE SYSTEME INTERAMÉRICAIN DES DROITS DE L'HOMME: REGARDS CROISÉS ET SYNERGIES VERS LE HAUT

# TABLER DES MATIERES

## **SENSIBILISATION DE LA JEUNESSE**

- CONCOURS EUROPÉEN DE PLAIDOIRIE FRANCOPHONE EN DROITS DE L'HOMME
- CONCOURS D'ÉLOQUENCE ORATIO
- CONCOURS DE PLAIDOIRIE LOUIS PASTEUR
- CONCOURS DES DROITS DE L'HOMME REGARDS D'ENFANTS

## **ACTIVITÉS CULTURELLES**

- EXPOSITION LYCÉE RENÉ CASSIN
- EXPOSITION CONSEIL DE L'EUROPE

## **AUTRES ACTIVITÉS**

- CHAIRES D'EXCELLENCE RENÉ CASSIN
- TROPHÉE RSE GRAND EST
- RENCONTRE LAURÉATS INITIATIVE MARIANNE
- PRIX JACQUES RIBS

## **APPARITIONS MÉDIATIQUES**

## **NOS PROJETS EN DÉVELOPPEMENT**

- EXPOSITION "MARTIN LUTHER KING"
- EXPOSITION PHOTOS "LA BEAUTE SAUVERA LE MONDE"

## **REMERCIEMENTS**



# LE MOT DU PRÉSIDENT

EMMANUEL DECAUX

Dans un contexte de crises internationales et d'incertitudes financières, la Fondation René Cassin a développé ses activités au service du « progrès des droits de l'Homme », dans la continuité des intentions ayant présidé à la création de l'Institut international de droits de l'Homme à Strasbourg en 1969, puis à sa transformation en Fondation d'utilité publique par un décret publié en 2015.

L'inauguration du bâtiment historique des Oblats, entièrement rénové et adopté aux normes modernes, a été l'occasion de rendre hommage à mes prédécesseurs immédiats, Jean Waline, président de l'IIDH de 2005 à 2011 et Jean-Paul Costa, président de l'IIDH puis de la Fondation de 2012 à 2021, qui ont œuvré à la création de notre Fondation, ainsi qu'au professeur Denise Bindschedler-Robert, qui a été une des premières femmes à siéger comme juge à la Cour européenne des droits de l'Homme pendant près de seize ans, avant de présider de 1990 à 1996 l'IIDH. Cette fidélité à notre vocation est d'autant plus essentielle que l'année 2026 sera marquée par l'inscription du 50ème anniversaire de la disparition de René Cassin au programme officiel des « commémorations nationales » de France Mémoire. La Fondation se doit d'être à la hauteur de ce rendez-vous avec l'Histoire. La vocation première de la Fondation est l'enseignement du droit international des droits de l'Homme, dans toutes ses dimensions régionales et ses branches matérielles, comme le droit humanitaire, y compris le droit des réfugiés, et le droit international pénal. C'est le sens des sessions organisées chaque année à Strasbourg avec des intervenants prestigieux. La médaille d'or de la Fondation a été remise lors de l'ouverture de la session générale à un grand juriste, Fabian Salvioli, professeur à l'Université de La Plata (Argentine), ancien président du Comité de droits de l'Homme et rapporteur spécial du Conseil des droits de l'Homme sur le droit à la justice.



Parallèlement, des sessions délocalisées ont été organisées en Afrique et en Amérique latine, sur des thématiques spécialisées, qu'il s'agisse du droit à des élections libres ou du droit à un environnement sain, avec de plus en plus une dimension sous-régionale particulièrement bienvenue. Je pense en particulier à la 15ème session de Dakar organisée en septembre 2024, en étroite coopération avec nos partenaires locaux, notamment l'ambassade de France, qui a été un grand succès, attesté notamment par le nombre et la qualité des participants.

La deuxième mission de la Fondation est l'encouragement de la recherche. Elle le fait avec la remise de deux « prix de thèse René Cassin » - un prix francophone et un prix anglophone - ainsi que par la mise en place de « chaires d'excellence René Cassin » sur la base d'un programme thématique déterminé chaque année par l'équipe de la Fondation.

Un troisième axe répond au rôle de sensibilisation et de diffusion de la Fondation. C'est le sens des « Journées Paul Tavernier » organisée à Paris, qui permettent un bilan annuel de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme à l'égard de la France, avec le concours de juristes éminents – magistrats et avocats - et de jeunes universitaires. De même au début de l'année, avec le concours du consulat général des Etats-Unis et du consulat général du Japon, ainsi que de l'Institut national du service public (INSP) nous avons organisé à Strasbourg un symposium consacré au Hate Speech. Au service de ces fonctions de formation, de recherche et de sensibilisation, la Fondation a renforcé son équipe, en développant une stratégie de communication et en modernisant son site. Le comité d'éthique a préparé une « Charte d'éthique » qui une fois adoptée par le conseil d'administration, servira de guide aux actions en matière de mécénat et de partenariat. Une brochure sur le mécénat a également été préparée.

Je tiens pour finir, à remercier les différentes instances de gouvernance mises en place pour leur confiance, notamment les membres du bureau et du conseil d'administration, et saluer le dynamisme de toute l'équipe de direction mobilisée, autour de Sébastien Touzé et de Valérie Candau, au service d'un idéal commun.



## LE MOT DU DIRECTEUR

# SÉBASTIEN TOUZÉ

Chers amis et partenaires de la Fondation René Cassin,

C'est avec une immense fierté que je vous présente le rapport d'activités 2024 de la Fondation René Cassin. Cette année a marqué un tournant décisif dans notre développement, illustré par l'internationalisation croissante de nos actions et l'expansion ambitieuse de nos champs d'intervention.

En 2024, nous avons redoublé d'efforts pour atteindre un public encore plus large, renforçant ainsi la diffusion des valeurs universelles des droits de l'Homme. La diversification de nos activités s'est concrétisée par des initiatives pédagogiques dans les écoles et universités, des collaborations académiques d'envergure avec des institutions de renom, un développement massif d'enseignements en ligne, ainsi que de nouvelles actions dans le domaine culturel, notamment des expositions. Par ailleurs, notre participation active au Forum mondial de la démocratie a renforcé notre visibilité et notre influence, amplifiant notre présence et notre impact, tant sur le plan national qu'international.

Nous avons également franchi un cap symbolique avec le lancement de la première édition du Prix Jacques Ribs, remis le 13 décembre à Mme Şebnem Korur Fincancı et à l'association Prison Insider. Cette initiative, portée avec une détermination sans faille par toute notre équipe exceptionnelle, reflète l'investissement total et la mobilisation continue de femmes et d'hommes engagés, déterminés à renforcer l'action de la Fondation et à la projeter avec ambition vers l'avenir. Leur esprit de collaboration, leur persévérance et leur créativité collective sont les véritables moteurs de notre progression et du succès de nos projets.



Le développement du mécénat a constitué un autre jalon stratégique cette année, ouvrant de nouvelles perspectives de collaborations dynamiques et de soutien à la hauteur de nos ambitions grandissantes.

Cependant, des défis considérables nous attendent encore. Le contexte national et international, marqué par des tensions géopolitiques persistantes, une instabilité politique et sociale préoccupante, des restrictions budgétaires pesant sur le secteur associatif, et l'érosion continue des droits fondamentaux, nous rappelle l'urgence absolue de poursuivre notre mission avec audace et conviction. Le développement de nos ressources financières, à travers de nouveaux partenariats institutionnels et des campagnes de financement participatif ambitieuses, la consolidation de nos activités délocalisées en Amérique du Sud et en Afrique, ainsi que le maintien de la rigueur méthodologique et de l'excellence académique qui définissent l'identité de notre Fondation, seront nos priorités absolues pour l'année à venir.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à toutes celles et ceux qui, par leur engagement sans relâche, leur soutien indéfectible et leur confiance précieuse, participent chaque jour à faire rayonner les valeurs de la Fondation René Cassin.

Unis, continuons avec force, audace et détermination notre engagement indéfectible pour un monde plus juste, solidaire et respectueux des droits fondamentaux.

Avec toute ma reconnaissance,

Sébastien Touzé

# LA GOUVERNANCE



**EMMANUEL DECAUX**

**PRÉSIDENT**

Professeur émérite de droit public de l'Université Paris Panthéon-Assas  
Président de la Cour de conciliation et d'arbitrage au sein de l'OSCE



**DANIÈLE ALEXANDRE**

**VICE-PRÉSIDENTE**

Professeure émérite de droit privé de l'Université de Strasbourg  
Chevalier de la Légion d'Honneur et Commandeur de l'Ordre des  
Palmes Académiques



**LUIS JIMENA QUESADA**

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

Professeur de droit constitutionnel à l'Université de Valence  
Magistrat-Suppléant à la Cour Suprême de la Région de Valence



**JACQUELINE FLAUSS**

**TRÉSORIÈRE**

Professeure émérite de droit privé de l'Université de Picardie  
Jules Verne  
Chevalier de la Légion d'Honneur et de l'Ordre des Palmes  
Académiques  
Présidente de l'Association des amis de la Fondation René Cassin

# L'ÉQUIPE DE TERRAIN

## L'ÉQUIPE PERMANENTE

La Fondation René Cassin a le plaisir de vous présenter son équipe permanente.

Fidèle aux objectifs fixés par René Cassin, dynamique et engagée, l'équipe fait vivre et développe les actions de formation et de recherche afin de promouvoir les droits de l'Homme et les libertés fondamentales en France et dans le monde.



# NOS VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE

La Fondation René Cassin a l'immense chance de pouvoir compter sur une équipe de jeunes volontaires en service civique. Par leur engagement et leur motivation, ils contribuent grandement à la réussite de nos activités.



## NOS STAGIAIRES & BÉNÉVOLES

Chaque année, de nombreux stagiaires rejoignent notre équipe, ce qui leur permet de découvrir le fonctionnement de notre Fondation, de participer à l'organisation de nos activités et de développer leurs compétences.

- Caroline LE THEULE
- Claire ANCELIN
- Emilie SOLER
- Emma DROUOT
- Khalifa Babacar SOW
- Joséphine PROULX-BEAUBIEN
- Léa MEIRA
- Léa SCHOENECKER
- Madina KABENOVA
- Léa SIMEONOV
- Margot BOUTEILLER
- Merlinda BAJINI
- Paul-loup TARRIER
- Mathilde ROEMER
- Clémence MATTER
- Sumeyya BUDAK
- Thomas CANDAU



# NOS SESSIONS DE FORMATION EN FRANCE

## FORMATION DES DIPLOMATES SUR LES "PERSPECTIVES PRATIQUES DE LA PROTECTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME"

Dans le but de renforcer les compétences des diplomates en matière de protection internationale des droits de l'Homme, la Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'Homme (FRC), en partenariat avec l'École pratique des métiers de la diplomatie du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, a organisé une formation portant sur « Les perspectives pratiques de la protection internationale des droits de l'Homme » du 3 au 5 avril 2024. Cette formation visait à fournir aux participants des connaissances actualisées et opérationnelles dans ce domaine. Dans ce cadre, huit experts sont intervenus.

Elle a permis d'aborder les bases et mécanismes des systèmes de protection des droits de l'Homme, tout en fournissant des analyses et des perspectives pratiques adaptées aux diplomates en poste. En parallèle des cours, des visites institutionnelles et des rencontres avec des acteurs de la diplomatie des droits de l'Homme ont été organisées.

Parmi les temps forts, un exercice de simulation diplomatique, dirigé par des experts tels que Delphine Borione et Mattias Guyomar, a offert aux participants l'opportunité de se confronter aux enjeux pratiques de la diplomatie internationale.



## PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
Introduction au système de protection des droits de l'Homme des Nations Unies	<b>Monsieur Olivier DE FROUVILLE</b> Professeur à l'Université Paris Panthéon-Assas
La pratique devant les organes universels - L'examen périodique universel du Conseil des droits de l'Homme	<b>Madame Laura DOLCI</b> Haut-Commissariat pour les droits de l'Homme des Nations Unies, Examen périodique universel
Introduction aux mécanismes régionaux de protection des droits de l'Homme	<b>Madame Anna GLAZEWSKI</b> Maître de conférences à l'Université de Strasbourg
Présentation des activités du Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe	<b>Monsieur Matthieu BIRKER</b> Conseiller du Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.
La diplomatie des droits de l'Homme, agir au niveau bilatéral et multilatéral	<b>Madame Delphine BORIONE</b> Ambassadrice pour les droits de l'Homme
Échange au sein de la Représentation permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe	<b>Monsieur Léopold STEFANINI</b> Représentant permanent adjoint de la France auprès du Conseil de l'Europe <b>Madame Gaëlle TAILLÉ</b> Magistrate de liaison auprès du Conseil de l'Europe
Visite de la Cour européenne des droits de l'Homme	<b>Monsieur Mattias GUYOMAR</b> Juge pour la France



## BILAN

En 2024, la formation « Les perspectives pratiques de la protection internationale des droits de l'Homme » a réuni 8 participantes et participants, tous travaillant au Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères dont 75 % de femmes.

Un test d'évaluation des connaissances a été organisé sous forme de questionnaire à la fin de la formation. Celui-ci a permis de mesurer l'acquisition des compétences des participants, et a donné lieu à la remise d'un Certificat de réussite ou d'une Attestation de participation selon les résultats obtenus. De plus, un exercice de simulation diplomatique a été proposé aux participants, leur permettant de mettre en pratique les notions abordées durant la formation.



## 26ÈME FORMATION INTENSIVE EN DROIT DES RÉFUGIÉS

La 26ème Formation intensive sur le droit des réfugiés a été organisée par la Fondation René Cassin en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) du 3 au 14 juin 2024. Cette formation vise à renforcer la protection internationale des réfugiés. Cette formation, destinée aux professionnels et aux étudiants francophones travaillant avec les réfugiés et les demandeurs d'asile, aborde les principes juridiques fondamentaux ainsi que les pratiques actuelles.

La session a combiné des cours théoriques et pratiques, complétés par des séminaires sur des sujets d'actualité. Un exercice de simulation de juridiction, encadré par des experts du HCR et des juristes, a également été proposé. Au total, 14 intervenants ont pris part à la formation, apportant leur expertise diversifiée et enrichissant l'expérience des participants.



# PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
Conférence inaugurale	<b>Patrick Michael EBA</b> Directeur adjoint du Département Politique et Droit du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
<ul style="list-style-type: none"> <li>Le statut de réfugié: Inclusion</li> <li>Le statut de réfugié: Exclusion et cessation</li> </ul>	<b>Jean-Yves CARLIER</b> Professeur à l'Université Catholique de Louvain
Exercices de simulation d'une juridiction (1-4): <ul style="list-style-type: none"> <li>Visionnage de l'entretien du demandeur d'asile.</li> <li>Préparation des questions à poser à la requérante</li> <li>Entretien avec la requérante par groupes thématiques.</li> <li>Débriefing de l'entretien et coaching.</li> <li>Lecture des rapports, plaidoiries</li> <li>Décisions, Délibérés et rédaction des décisions</li> <li>Décisions, Lecture et débriefing</li> </ul>	<b>Asceline NEYRAND</b> Associée de protection à l'UNHCR  <b>Guillaume DARTIGUE</b> Docteur en droit public à l'Université de Strasbourg, Juge-assesseur à la Cour nationale du droit d'asile
<ul style="list-style-type: none"> <li>Techniques d'entretien de détermination du statut de réfugié</li> <li>Le HCR : son mandat et ses activités, et le Pacte mondial sur les réfugiés</li> </ul>	<b>Mathilde CREPIN</b> Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés
Le principe de non-refoulement et les droits des réfugiés	<b>Claire BRICE-DELAJOUX</b> Maitre de conférence en droit public à l'Université Paris-Saclay

THEMES	INTERVENANTS
Droit des réfugiés et droit international des droits de l'Homme	<b>Vincent CHETAIL</b> Professeur de droit international à l'Institut de hautes études internationales et du développement publique à Genève
Le changement climatique et les déplacements forcés	<b>Isabelle MICHAL</b> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
La réinstallation et autres voies d'accès légal	<b>Safa EZZEDINE</b> Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés
Les violences basées sur le genre	<b>Maria Paula CASTANEDA</b> Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés
Travail de groupe en autonomie dans le cadre de la simulation d'une juridiction pour la rédaction des mémoires et du rapport de la juridiction	<b>Travail de groupe en autonomie</b>



## PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
Table ronde avec la Représentation du HCR auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg	<b>Jutta SEIDEL</b> Associé juridique principal à la Représentation du HCR auprès des institutions européennes à Strasbourg
Table ronde sur l'accueil du demandeur d'asile en France	<b>Amina BOUCHRA</b> Directrice Générale de l'association Horizon Amitié <b>Salomé CORRE</b> Juriste à l'association Accueil sans frontières 67
La protection des réfugiés dans le contexte d'afflux massifs	<b>Houda CHALCHOUL</b> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
Les politiques régionales en matière d'asile et d'immigration	<b>Thibaut FLEURY-GRAFF</b> Professeur à l'Université Paris Panthéon-Assas
L'apatridie	<b>Fernando BISSACOT</b> Chargé de partenariat à la division de la résilience et des solutions de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés
Travail de groupe en autonomie dans le cadre de la simulation d'une juridiction pour la préparation des plaidoiries	<b>Travail de groupe en autonomie</b>



## BILAN

En 2024, la 26ème Formation intensive sur le droit des réfugiés a accueilli 70 participants, dont 53% de femmes. 35 personnes ont assisté à la formation en présentiel et 35 en visioconférence. Les 70 participants de la 26ème Formation intensive sur le droit des réfugiés recouvrent 17 nationalités étalées sur trois continents : l’Afrique, l’Europe et les Amériques et les Caraïbes. Sur l’ensemble des participants, plus de 44% sont des ressortissants d’Etats africains, plus de 47% sont des ressortissants d’Etats européens (les Français représentant à eux seuls plus de 45,5% du total des participants) et 2% sont des ressortissants d’Etats américains (incluant les Caraïbes)

Un test sous forme de questionnaire à choix multiples a été organisé à la fin de la formation pour évaluer le niveau d’acquisition des connaissances des participants. Ce test a conduit à la remise d’un Certificat de réussite ou d’une Attestation de participation, selon les résultats obtenus. Les participants en visioconférence ont également effectué ce test en ligne, tandis que ceux en présentiel ont participé à un exercice de simulation de juridiction. Cette formation a enregistré un taux de réussite de 97.5 %.



# 53ÈME SESSION D'ÉTÉ

Créée pour la première fois en 1970 par René Cassin, fondateur de l'Institut International des droits de l'homme, la session annuelle d'enseignement vise à perfectionner les connaissances en droit international des droits de l'Homme des praticiens du droit ; enseignants et chercheurs ; étudiants de niveau avancé ; personnels d'organisations régionales et internationales et d'ONG ; autorités nationales et locales ; et de toute personne intéressée.

Du 24 juin au 29 juillet 2024, la Fondation René Cassin - Institut international des droits de l'homme a ainsi organisé à l'Université de Strasbourg (Escarpe) sa 53ème Session d'été.

Dans ce cadre, la Fondation René Cassin a accueilli 42 experts reconnus internationalement (universitaires, acteurs d'organisations internationales, dirigeants d'associations et ONG et a réuni presque 200 participants en ligne et en présentiel. Les cours sont enregistrés et accessibles en rediffusion deux jours après leur tenue.

La session d'été s'est articulée autour de trois modules : le droit international des droits de l'homme, le droit international humanitaire co-organisé avec le CICR et le droit international pénal. Les cours ont été dispensés en français et en anglais dans des amphithéâtres séparés, diffusés en direct par visioconférence.



## PROGRAMME

Module 1	
THEMES	INTERVENANTS
Conférence Inaugurale	<b>Claire HÉDON</b> Défenseure des droits
Le système de protection des droits de l'Homme des Nations Unies et de ses institutions spécialisées	<b>Guillaume LE FLOCH</b> Professeur, Université de Rennes <b>Obiora C. OKAFOR</b> Professor, School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University
Le système européen de protection des droits de l'Homme	<b>Mattias GUYOMAR</b> Juge français à la Cour européenne des droits de l'Homme <b>Linos-Alexandre SICILIANOS</b> Former President of the European Court of Human Rights
Le système interaméricain de protection des droits de l'Homme	<b>Fabián SALVIOLI</b> Professeur, Université Nationale de La Plata <b>Joseph THOMPSON</b> Executive Director of the Inter-American Institute of Human Rights
Le système africain de protection des droits de l'Homme	<b>Hajer GUELDICH</b> Présidente de la Commission de l'Union africaine pour le Droit international (CUADI) <b>Femi AMAO</b> Professor, University College Cork
La Charte arabe des droits de l'Homme	<b>Mohammed Amin AL-MIDANI</b> Président, Centre Arabe pour l'Éducation au Droit International Humanitaire et aux Droits de l'Homme <b>Wafa HARRAR MASMOUDI</b> Professor, University of Carthage

Module 1	
THEMES	INTERVENANTS
La protection des droits de l'Homme en Asie	<b>Sébastien GILLIOZ</b> Human Rights Officer, Section Asie-Pacifique, Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme <b>Vitit MUNTARBHORN</b> Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia
Conférence spéciale sur les droits de l'Homme, la terre, la mer et l'intelligence artificielle	<b>Jose Manuel LAMARQUE</b> Grand Reporter - Questions européennes, Radio France <b>Kai LITTMANN</b> Rédacteur en chef, Eurojournalist.eu
Conférence spéciale sur l'évolution dans la protection des droits LGBTI devant les cours régionales	<b>Edoardo STOPPIONI</b> Professeur, Université de Strasbourg
Conférence sur René Cassin - Chaire Jean Waline	<b>Emmanuel DECAUX</b> Président de la Fondation René Cassin
CONFÉRENCE DE CLÔTURE	<b>Laurence BURGORGUE-LARSEN</b> Professeure, Université Paris I Panthéon-Sorbonne



Module 2	
THEMES	INTERVENANTS
Conférence Inaugurale	<b>RAPHAËL PITTI</b> Médecin anesthésiste-réanimateur, formateur en médecine de guerre et en médecine d'urgence de catastrophe
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Introduction générale au Droit international humanitaire</li> <li>• Le CICR : Défis pour le CICR et l'action humanitaire</li> <li>• Présentation des outils documentaires</li> <li>• Champ d'application du droit international humanitaire</li> <li>• Les défis contemporains au droit international humanitaire</li> <li>• Protection des personnes et des biens</li> </ul>	<b>Julia GRIGNON</b> Directrice scientifique, Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire – Directrice de la clinique de droit d'Assas <b>Julie TENENBAUM</b> Regional Legal Adviser - ICRC Regional Delegation in Paris
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Combattants et personnes participant directement aux hostilités</li> <li>• Protection des personnes détenues - CAI et CANI</li> </ul>	<b>Etienne GOUIN</b> Chargé d'études juridiques en droit des conflits armés - Direction des Affaires juridiques du ministère français des Armées <b>Julie TENENBAUM</b> Regional Legal Adviser - ICRC Regional Delegation in Paris
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conduite des hostilités - Principes fondamentaux du droit international humanitaire</li> <li>• Moyens et méthodes de guerre</li> <li>• Nouvelles technologies</li> <li>• Focus sur : Villes en guerre</li> </ul>	<b>Etienne GOUIN</b> Chargé d'études juridiques en droit des conflits armés - Direction des Affaires juridiques du ministère français des Armées <b>Julie LEFOLLE</b> Legal adviser to the ICRC delegation in Paris

Module 2	
THEMES	INTERVENANTS
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Obligation de « respecter et de faire respecter » le droit international humanitaire - prévention, répression, réparation</li> <li>• Mise en oeuvre nationale du DIH : responsabilité en cas de violations. Régime des sanctions</li> </ul>	<b>Rana KHAROUF</b> Juge assesseur à la Cour Nationale du Droit d'Asile, ancienne Conseillère juridique du CICR <b>Julie LEFOLLE</b> Legal adviser to the ICRC delegation in Paris
Les principes guidant l'action humanitaire	<b>Atelier Interactif</b>
Masterclass	<b>Nicolas PERRON,</b> Directeur des Programmes, Ensemble contre la peine de mort (ECPM)



Module 3	
THEMES	INTERVENANTS
Conférence Thématique	<b>Matthieu BAGARD</b> Avocat, Cabinet Bagard Avocats, Président Avocats Sans Frontières France
Les sources du droit international pénal	<b>Philippe CURRAT</b> Avocat associé, Currat & Associés, Association du Barreau de la Cour pénale internationale <b>Sharon WEILL</b> Associate Professor, The American University of Paris and Research Associate at CRDH, Paris II
La coopération internationale en matière de justice pénale	<b>Salvatore ZAPPALÀ</b> Professeur, Université de Catane et Rédacteur en chef du "Journal of International Criminal Justice" (Oxford University Press) <b>Mulry MONDÉLICE</b> Associate Dean of Research and Assistant Professor at Royal Military College and Adjunct Professor at Laval University
Les formes de la responsabilité pénale internationale	<b>Isabelle MOULIER</b> Maître de conférences, Université Clermont Auvergne <b>Vaios KOUTROULIS</b> Professor, Université libre de Bruxelles

Module 3	
THEMES	INTERVENANTS
Les crimes internationaux	<b>Damien SCALIA</b> Professeur, Université libre de Bruxelles <b>Frédéric MÉGRETE</b> Professor at the Faculty of Law, McGill University, William Dawson Scholar and Co- Director of the Centre for Human Rights and Legal Pluralism
Le juge interne et le droit international pénal	<b>Olivier SCHAUB</b> Maître de conférences, Université de Reims <b>Champagne-Ardenne</b> Pacifique <b>MANIRAKIZA</b> Associate Professor at University of Ottawa
La représentation des victimes	<b>Adeline BEDOUCHA</b> Juriste (Legal officer), Cour pénale internationale <b>Catherine MAIA</b> Professor at the Lusófona University, Portugal, Visiting Professor at Sciences Po Paris, France
Conférence de clôture	<b>Nicolas GUILLOU</b> Juge à la Cour pénale internationale





## FORMATION CONTINUE DES SALARIÉS ASSOCIATION HORIZON AMITIÉ

Dans le cadre de sa mission de renforcement des capacités et de formation continue, la Fondation René Cassin a organisé deux journées de formation pratiques pour les travailleurs sociaux de l'Association Horizon Amitié ainsi que pour les juristes salariés. La formation intitulée « Droit d'asile – Horizon Amitié » a eu lieu le lundi 7 octobre et le jeudi 10 octobre 2024, dans les locaux de la Fondation René Cassin.

### PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réforme 2024 et le droit d'asile</li> <li>• Le transfert de protection</li> <li>• Questions géopolitiques : La demande bangladaise et les évolutions jurisprudentielles récentes</li> </ul>	<p><b>Alexis MARIE</b> Professeur à l'Université de Bordeaux</p> <p><b>Thibaut FLEURY-GRAFF</b> Professeur à l'Université Paris Panthéon-Assas</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le cadre général de la demande d'asile en France</li> <li>• L'intégration des bénéficiaires d'une protection internationale</li> <li>• Le droit de mener une vie familiale normale</li> </ul>	<p><b>Élodie DEBIOLLES</b> Juriste et formatrice en droit d'asile et des étrangers</p>



## BILAN

Les enseignements ont été dispensés en français, par trois experts reconnus provenant des secteurs académique et judiciaire. Ces deux journées de formation ont finalement réuni 28 participants et 3 intervenants.

Les échanges, études de cas et cas pratiques ont été grandement appréciés par les participants.

## FORMATION CONTINUE DES AVOCATS

# LES NOUVELLES RÉFORMES EN MATIÈRE DE DROITS DE L'ASILE ET DES ÉTRANGERS

La formation à destination des avocats sur la thématique « Les nouvelles réformes sur le droit d'asile et des étrangers » organisée par la Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme s'est tenue le mardi 8 octobre 2024 de 9 h 00 à 10 h 30 et de 11 h 00 à 12 h 30, en format hybride.

La formation a été animée par les professeurs Thibaut Fleury-Graff et Alexis Marie, experts en droit des étrangers. Les intervenants ont présenté les récentes réformes législatives, en particulier la loi du 26 janvier 2024 sur l'immigration et le Règlement de l'Union européenne du 10 avril 2024. Ils ont expliqué en détail les modifications majeures apportées par ces textes, notamment sur les procédures d'asile et les droits des étrangers. L'accent a été mis sur l'évolution des règles de procédure, les nouvelles pratiques à adopter et les implications juridiques de ces réformes pour les avocats spécialisés.

La formation a également permis aux participants de comprendre les conséquences pratiques de ces réformes sur le contentieux de l'asile, avec une exploration des nouvelles possibilités de recours et de défense pour les demandeurs d'asile. Les professeurs ont détaillé comment ces changements affectent la gestion des dossiers d'asile, ainsi que les stratégies que les avocats doivent développer pour défendre les droits de leurs clients dans ce contexte législatif en mutation.



## PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
<ul style="list-style-type: none"><li>• Les Nouvelles réformes en matière de droit de l'asile et des étrangers</li></ul>	<p><b>Alexis MARIE</b> Professeur à l'Université de Bordeaux</p> <p><b>Thibaut FLEURY-GRAFF</b> Professeur à l'Université Paris Panthéon-Assas</p>

## BILAN

Cette formation en droit de l'asile et des étrangers a permis de former 39 avocats en ligne dont 30 femmes. Parmi eux, 6 étaient des avocats ayant moins de deux ans d'ancienneté. Cette formation a été plébiscitée par nos participants dans le cadre des questionnaires de satisfaction.



## FORMATION EN DROIT INTERNATIONAL PÉNAL

# L'AVENIR DE LA JUSTICE PÉNALE INTERNATIONALE

La formation « L'avenir de la justice pénale internationale » organisée par la Fondation René Cassin s'est tenue du 2 au 6 décembre 2024 de 15 h 00 à 18 h 00 en ligne.

Alors que le monde fait face à des conflits complexes et à des violations massives des droits de l'Homme, la justice pénale internationale se trouve à un tournant décisif. Les mécanismes actuels, bien qu'essentiels, sont régulièrement confrontés à des questions juridiques, éthiques et pratiques qui exigent des réponses innovantes et adaptées.

La formation proposée a permis d'explorer les enjeux critiques de l'avenir de la justice pénale internationale, en s'appuyant sur des thématiques fondamentales.

Cette formation propose une approche interdisciplinaire et critique, axée sur des études de cas, des analyses comparatives et des discussions avec des experts.

En abordant des questions aussi pressantes que l'équilibre entre justice et équité, la reconnaissance des souffrances spécifiques et les moyens de rendre les mécanismes internationaux plus efficaces, cette formation se veut une contribution essentielle à l'évolution de la justice pénale internationale.



## PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
Conflit ukrainien : Quelle place accorder au conflit in abstentia	<b>Maître François ROUX</b> Avocat au barreau de Montpellier
L'effectivité des droits de la défense devant les juridictions pénales internationales	<b>Olivier SCHAUB</b> Docteur en droit international pénal de l'Université Paris-Panthéon-Assas
Les violences fondées sur le genre en droit	<b>Amélie BECQUART</b> Magistrate, chargée de mission « justice pénale internationale » auprès du directeur des affaires juridiques de la Cour pénale internationale
Le cumul des décisions de culpabilité en droit international pénal	<b>Thomas HERRMANN</b> Maître de conférences, Paris 1 Panthéon Sorbonne
Lanceurs d'alerte : La divulgation de preuves de crime contre l'humanité dans le cadre de conflits armés	<b>Anne-Laure CHAUMETTE</b> Professeure de droit public à Nanterre



## BILAN

Cette formation en droit international pénal a rencontré un franc succès avec un total de 34 participants parmi lesquels 11 nationalités ont été représentées. Le public de cette formation a été composé d'avocats, d'étudiants en droit et en relations internationales, juristes, magistrats et membres de la société civile.

Cette formation a été plébiscitée par nos participants dans le cadre des questionnaires de satisfaction. Le traitement des questions d'actualité a été particulièrement salué ainsi que le profil exceptionnel de nos intervenants.

Cette session de formation a obtenu un taux de réussite de 100% au test de connaissances.



## FORMATION CONTINUE DES ONG

# LES NOUVELLES RÉFORMES EN MATIÈRE DE DROIT DE L'ASILE ET DES ÉTRANGERS

Cette formation a eu lieu le vendredi 13 décembre 2024. Elle a eu pour vocation de permettre aux participants de mettre à jour leurs connaissances sur les évolutions récentes du droit de l'asile et des étrangers introduites par la Loi du 26 janvier 2024 relative au contrôle de l'immigration et à l'amélioration de l'intégration, ainsi que par le Règlement européen sur la gestion de l'asile et de la migration, adopté le 10 avril 2024.

Elle a porté une attention particulière aux impacts concrets de ces réformes sur le contentieux de l'asile et l'accompagnement juridique des demandeurs d'asile. Ont notamment été abordés les changements liés aux nouvelles procédures aux frontières, à la territorialisation des missions de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRO) et de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA), à l'élargissement des formations à juge unique, ainsi qu'aux nouveaux délais applicables.



## PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
<ul style="list-style-type: none"><li>• Les Nouvelles réformes en matière de droit de l'asile et des étrangers</li></ul>	<p><b>Alexis MARIE</b> Professeur à l'Université de Bordeaux</p> <p><b>Thibaut FLEURY-GRAFF</b> Professeur à l'Université Paris Panthéon-Assas</p>

## BILAN

La formation a été suivie par 23 participants dont 13 femmes et 10 hommes qui ont unanimement salué la qualité et le dynamisme des enseignements dispensés, tant sur le plan scientifique que pédagogique.

En outre, 8 participants faisaient partie de la clinique juridique et 1 participante était salariée de l'association Horizon Amitié. Grâce à l'aide de l'Ambassade de France en Algérie, 5 ressortissants algériens ont également pu suivre la formation.



# NOS SESSIONS DE FORMATION DÉLOCALISÉES

## SESSION DE LIMA - SYSTÈME INTERAMÉRICAIN DES DROITS DE L'HOMME ET PROTECTION DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

Pour la 7<sup>ème</sup> année consécutive, la Fondation René Cassin s'est associée à l'Institut pour la démocratie et les droits de l'Homme de l'Université Pontificale catholique du Pérou (IDEHPUCP) afin de proposer un cours international sur le Droit international des droits de l'Homme, qui s'est déroulé du 26 février au 15 mars 2024.

Cette session de formation a offert l'opportunité d'ouvrir un débat et d'analyser les enjeux les plus critiques en matière de droits de l'Homme au niveau international, avec un accent particulier sur le système interaméricain de protection des droits de l'Homme.

## BILAN

Cette session de formation a réuni 39 participants 87 % ont obtenu un certificat de réussite.



## 4ÈME SESSION SPÉCIALE DE DAKAR JUSTICE ET ÉTAT DE DROIT

Du 13 au 16 mai 2024, la Fondation René Cassin - Institut international des droits de l'homme, en collaboration avec la Friedrich Naumann Foundation pour la liberté, a organisé la 4<sup>e</sup> session spéciale de Dakar sur le thème « Justice et État de droit », avec le soutien de la Cour suprême du Sénégal et de l'Ambassade de France au Sénégal.

Destinée aux magistrats, avocats et membres de la Cour suprême, cette session a offert une formation approfondie et actualisée sur les enjeux liés à l'État de droit.



## PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
Présentation de la méthode et des séances	<b>Prof. Jean MATRINGE</b> <b>Prof. Edoardo STOPPIONI</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification et mobilisation sources internationales</li> <li>• Interprétation et développement des droits de l'Homme</li> <li>• Liberté expression</li> <li>• Vulnérabilités et minorités</li> </ul>	<b>Prof. Edoardo STOPPIONI</b> Professeur agrégé de droit public Université de Strasbourg
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ambiguïtés de l'internationalisation</li> <li>• Changements anticonstitutionnels de gouvernement</li> <li>• Elections et participation aux affaires publiques</li> <li>• Justice (notamment ordinaire, électorale et constitutionnelle)</li> </ul>	<b>Prof. Jean MATRINGE</b> Professeur à l'Université Paris Sorbonne

THEMES	INTERVENANTS
Séparation des pouvoirs	<b>M. Barou DIOP</b> Magistrat, Conseiller Délégué à la Cour Suprême, Chargé de Cours à l'UGB
Les outils non juridictionnels de protection de la justice et de l'Etat de droit (Interventions UA, CEDEAO)	<b>Prof. Fatoumata Bintou DIA</b> agrégée des Facultés de droit
Le droit des transitions démocratiques	<b>Prof. émérite Isaac Yankhoba NDIAYE</b> ancien VP du Conseil Constitutionnel

## BILAN

Cette session de formation a réuni 25 participants.



## 8ÈME SESSION DE FORMATION D'ABIDJAN

### LA LUTTE CONTRE LES NOUVELLES FORMES CRIMINALITÉS

La 8ème session d'Abidjan en droit international des droits de l'homme, consacrée à la « Lutte contre les nouvelles formes de criminalité », organisée conjointement par la Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme, la Fondation Friedrich Naumann pour la Liberté, le Conseil National des Droits de Homme (CNDH), l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire, l'Université des Lagunes et le Programme des Nations Unies pour le Développement, s'est déroulée du lundi 27 mai au samedi 1er juin 2024.

Les enseignements ont été dispensés en français, par des experts reconnus des secteurs académiques, judiciaires et issus d'organisations internationales ou de la société civile. Cette semaine de formation a réuni 82 participants (dont 18 femmes) et 14 intervenants.

Les intervenants ont pris en compte les spécificités du pays et les enjeux particuliers auxquels sont confrontées les populations dans le domaine des droits de l'homme. En complément des enseignements fondamentaux sur le système universel et africain de protection des droits de l'homme, des cours thématiques ont également été proposés sur la lutte contre les nouvelles formes de criminalité économique, la protection de l'enfant, la criminalité environnementale, les criminalités transfrontalières et les droits de l'homme, la lutte contre la traite des êtres humains, la cybercriminalité.



COTE D'IVOIRE

## PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
Cérémonie d'ouverture	<b>Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme</b>
Conférence inaugurale	<b>Epiphane ZORO BI BALLO</b> Président de la Haute Autorité pour la Gouvernance Député de Sinfra Président du Conseil Régional de la Marahoué
Système africain de protection des droits de l'Homme	<b>Dr. Sègnonna Horace ADJOLOHOUN</b> Juriste spécialiste des droits de l'homme et du droit constitutionnel comparé
Séminaires Travail de groupe	<b>Martial MANET</b> Enseignant-chercheur, Université Paris-Saclay/UVSQ <b>Isidore Collins NGUEULEU DJEUGA</b> Responsable du bureau Afrique de l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT)
Cours thématique : La lutte contre la traite des êtres humains	<b>Jean-Rolland N'GUESSAN</b> Sous-directeur de la Coopération et de la Coordination au sein du Comité National de Lutte contre la traite des personnes du Ministère de la Cohésion nationale, de la solidarité et de la lutte contre la pauvreté
Cours thématique : La lutte contre les nouvelles formes de criminalité économique	<b>Dr. Kouadjo AKIAPPO</b> Directeur de l'Investigation et des Poursuites de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance <b>Paul Arnaud EKOU</b> Conseiller juridique auprès du Ministère de la Justice

THEMES	INTERVENANTS
Cours thématique : Criminalité environnementale	<b>Alex MAYEUL LAGAUD</b> Docteur en Droit public
Cours thématique : La protection de l'enfance	<b>Hassane OUATTARA</b> Administrateur Protection de l'Enfant, UNICEF
Cours thématique : Cybercriminalité	<b>Dr. Jeanine TANO</b> Présidente fondatrice de l'International Accès au Droit en Afrique
Système international de protection des droits de l'Homme	<b>Sébastien TOUZE</b> Directeur, Fondation René Cassin - Institut international des droits de l'homme
Cours thématique : Criminalités transfrontalières et les droits de l'Homme	<b>Eric-Aimé SEMIEN</b> Président, Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme
Conférence de clôture	<b>Judicaël KOUADIO</b> Commissaire du gouvernement



## BILAN

Au total, la session de formation a compté 82 participants, dont 64 hommes et 18 femmes. Parmi les auditeurs et auditrices se trouvaient magistrats, avocats, conseillers juridiques, membres de la police et des préfectures, défenseurs des droits de l'homme dans des ONG, fonctionnaires et haut-fonctionnaires, et étudiants en Droit et Sciences politiques.

La grande majorité des participants, soit 60 participants, étaient Ivoiriens. La session a également compté 11 participants Maliens, 4 Burkinabès, 3 Guinéens, 2 Togolais, 1 Camerounais, et 1 Congolais (RDC).

Les participants saluent dans l'ensemble la qualité et l'expérience de professeurs de renom mais aussi l'organisation générale de la semaine de formation et la réactivité des organisateurs. Concernant le contenu des cours, les participants sont largement satisfaits des enseignements qu'ils ont pu recevoir pendant la semaine.



## 7ÈME SESSION DE FORMATION DE YAOUNDÉ

### LA PROTECTION DE L'ENFANT DANS LE CADRE DES CONFLITS ARMÉS

La 7ème session de Yaoundé en droit international des droits de l'homme, consacrée à la « La protection de l'Enfant dans le cadre des conflits armés », organisée par la Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme en partenariat avec l'Ecole Citoyenne et Politique de Yaoundé (ECPY), l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) et le Centre des Nations Unies pour la Démocratie et les Droits de l'Homme en Afrique centrale (CNUDHD-AC) avec l'appui de l'Ambassade de France au Cameroun, s'est déroulée du lundi 03 juin au samedi 08 juin 2024.

Les enseignements ont été dispensés en français, par des experts reconnus des secteurs académiques, judiciaires et issus d'organisations internationales ou de la société civile.



## PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
Système universel de protection des droits de l'Homme	<b>Sébastien TOUZÉ</b> Directeur de la Fondation René Cassin
Système africain de protection des droits de l'Homme	<b>Monsieur Patrick BADUGUE</b> Magistrat, Membre de la Commission Africaine des droits de l'Homme et des peuples
Conflits armés : la protection de l'enfant	<b>Yves-Paul MANDJEM</b> Professeur agrégé, Chef de Département Intégration et Coopération pour le développement à l'IRIC
Les enfants soldats : une nouvelle catégorie analytique des conflits asymétriques en Afrique	<b>Franck EBOGO</b> Maitre de Conférences, Chargé des programmes et des formations à l'ECPY
Enfants déplacés	<b>Bettina GAMBERT</b> Assistante du Représentant pour la protection au HCR-Cameroun

THEMES	INTERVENANTS
Le protocole facultatif de la convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication des enfants dans les conflits armés	<b>Nouhoum SANGARÉ</b> Directeur du CNUDHD
Les droits de l'enfant au Cameroun	<b>Alexis MAYANG</b> Juriste spécialiste de protection, UNICEF - Cameroun
L'enfance et les conflits armés : la situation à l'Extrême-Nord du Cameroun	<b>Jules AKEZE</b> Enseignant à l'Université de Maroua, Educateur aux DH, Chaire Excellence René Cassin
La protection de l'enfant et l'évolution du régime international de la guerre	<b>Max Zachée Saintclair Mbida ONAMBÉLÉ</b> Maitre de Conférence en études internationales et stratégiques, Directeur de la Coopération et du Développement à l'ECPY
Conférence de clôture	<b>Daniel Urbain NDONGO</b> Directeur de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun



## BILAN

La session a réuni 64 participants, dont 41 femmes et 23 hommes.

Parmi eux figuraient des magistrats, des avocats, des membres des forces de l'ordre et des étudiants. Les participants étaient majoritairement originaires de Côte d'Ivoire, mais venaient aussi du Mali, du Burkina Faso, de la Guinée, du Togo, du Cameroun et de la République Démocratique du Congo.

89 % des participants estiment que le contenu de la formation leur sera utile dans leur parcours professionnel. Les participants saluent dans l'ensemble la qualité et l'expérience de professeurs de renom mais aussi l'organisation générale de la semaine de formation et la réactivité des organisateurs



## 3ÈME SESSION DE FORMATION DE MAPUTO

### LA PROTECTION DE LA LIBERTÉ JOURNALISTIQUE ET DES MÉDIAS

La 3ème session de formation à Maputo s'est déroulée du 8 au 12 juillet 2024 en portugais, avec pour objectif de renforcer les connaissances en droit international des droits de l'Homme et sur le système africain de protection des droits de l'Homme, en mettant l'accent sur la liberté de la presse et la protection des journalistes.

La thématique de la « Protection de la liberté journalistique et des médias » a été choisie en réponse à la situation de la liberté d'expression au Mozambique et dans la région, particulièrement en vue des élections présidentielles d'octobre 2024.

La formation a renforcé la compréhension des enjeux liés à la liberté de la presse, à développer les compétences juridiques des participants, à encourager l'échange de bonnes pratiques et à promouvoir des cadres juridiques protecteurs pour les journalistes.



## PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
Conférence inaugurale	<p><b>Severino NGOENHA</b>                      Professeur à l'Institut universitaire d'études latino-américaines de l'Université de Séville, et Philosophe</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Journalisme et droits de l'Homme</li> <li>• Liberté d'expression et pluralisme des médias</li> <li>• Protection des journalistes</li> </ul>	<p><b>Karina GOMES BARBOSA</b>                      Professeure adjointe du cours de journalisme de l'Université fédérale d'Ouro Preto et Chercheuse permanente dans le programme de troisième cycle en communication</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Droit international des droits de l'Homme</li> <li>• Système africain de protection des droits de l'Homme</li> </ul>	<p><b>Waldimeiry CORREA DA SILVA</b>                      Chercheuse émérite EMERGIA                      Professeure effective à l'Université de Séville</p>
Liberté de la presse et violations au Mozambique	<p><b>Ernesto NHANALE</b>                      Professeur à l'Université Pédagogique de Maputo                      Directeur exécutif de MISA-Mozambique</p>



## BILAN

Cette formation a réuni 54 participants. Un test de connaissances a été organisé à la fin de la session, avec 50 participants au test, et 36 d'entre eux (72%) ont réussi.

La session a rassemblé des journalistes, des membres d'organisations de la société civile, des magistrats et des étudiants en journalisme, tous confrontés à des défis croissants en matière de sécurité et de liberté d'expression.



## 15ÈME SESSION DE FORMATION DE DAKAR ÉLECTIONS ET DROIT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME

La 15ème session de Dakar en droit international des droits de l'Homme, consacrée au thème « Élections et Droit international des droits de l'homme », organisée conjointement par la Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme, le Bureau Afrique de l'Ouest de la Fondation Friedrich Naumann, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, le Comité sénégalais des droits de l'homme et l'Ambassade de France au Sénégal, s'est déroulée du lundi 16 septembre au vendredi 27 septembre 2024.

Cette session a permis de renforcer les capacités des différents acteurs francophones, exerçant en Afrique, dans le domaine du droit international des droits de l'homme par l'octroi d'un enseignement d'excellence fondé sur l'interconnexion entre le respect des droits humains, le maintien de la paix et de la démocratie.



## PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
Système universel de protection des Droits de l'Homme	<b>Emmanuel DECAUX</b> Professeur émérite de droit, Université Paris Panthéon-Assas, Président de la Fondation René Cassin, Président de la Cour de conciliation et d'arbitrage au sein de l'OSCE
Système européen de protection des Droits de l'Homme	<b>Sébastien TOUZÉ</b> Professeur, Université Paris Panthéon-Assas, Directeur de la Fondation René Cassin, Ancien Vice-Président du Comité contre la Torture des Nations Unies
<ul style="list-style-type: none"> <li>Conférence inaugurale : Elections et droit international des droits de l'Homme</li> <li>Cours thématique : Constitution et Droits de l'Homme en Afrique</li> </ul>	<b>Alioune SALL</b> Professeur titulaire des Universités, agrégé des Facultés de droit, Ancien avocat-conseil devant la Cour Internationale de Justice de La Haye, la Cour de Justice de la CEDEAO et la Cour de Justice de l'UEMOA
Cours thématique : Processus électoraux dans le cadre de l'examen périodique universel	<b>Bacre Waly NDIAYE</b> Avocat, Ancien Directeur du Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies, Membre du Comité des droits de l'Homme des Nations-Unies

THEMES	INTERVENANTS
Système africain de protection des Droits de l'Homme	<b>Brusil Miranda METOU</b> agrégée des Facultés de droit, professeure, Université de Yaoundé II, Cameroun
Cours thématique : Processus électoral et respect des constitutions en Afrique	<b>Dr Moustapha FALL</b> Maître de conférences assimilé en droit public à la Faculté des Sciences Juridiques et politiques, Université Cheikh-Anta-Diop
Cours thématique : Transition démocratique et élections	<b>Ndeye Astou NDIAYE</b> Enseignante-Chercheuse en science politique
Droit international humanitaire	<b>Julia GRIGNON</b> Directrice de la clinique de droit d'Assas et Directrice scientifique de l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire

Élections et Droit International  
des Droits de l'Homme  
15<sup>ème</sup> session de formation en Droit International  
des Droits de l'Homme  
Dakar 17 septembre 2024 [freibeiit.org/fr/western-africa](https://freibeiit.org/fr/western-africa)

THEMES	INTERVENANTS
Droit international pénal	<b>Philippe CURRAT</b> Avocat au Barreau de Genève, spécialiste en droit pénal
Cours thématique: Les institutions nationales des droits de l'Homme dans les processus électoraux en Afrique	<b>Benjamin HOUNTON</b> Représentant régional adjoint du HCDH-BRAO
Cours thématique : Suivi-évaluation des droits de l'Homme dans le processus électoral	<b>Mouhamadou SOW</b> Analyste de programme du HCDH-BRAO
Cours thématique : Médias et élections en Afrique	<b>Sadibou MARONG, Directeur</b> Reporters Sans Frontières, bureau local à Dakar
Cours thématique : Participation des femmes dans les processus électoraux	<b>Amsatou SOW SIDIBE</b> Présidente du Comité sénégalais des droits de l'Homme
Conférence de clôture	<b>Babacar KANTE</b> Professeur émérite, Doyen honoraire, Ancien membre de l'ex-Observatoire national des élections et vice-président du Conseil constitutionnel du Sénégal.
Séminaires (1-6) - Cas pratiques-	<b>Myriam DAHHAN &amp; Olivia GALLOT,</b> Doctorantes, Université Paris Panthéon-Assas



## BILAN

Les enseignements ont été dispensés en français, par 15 experts reconnus des secteurs académiques, judiciaires issus d'organisations internationales ou de la société civile. Cette session de formation a réuni 117 participants dont 34 femmes et 83 hommes et 11 participants de moins de 26 ans. La session a réuni des juristes, des avocats, des enseignants, des défenseurs des droits de l'Homme, des consultants statisticien et des étudiants en droit et sciences politiques. 13 nationalités ont été représentées avec une majorité de sénégalais (63%).

Les résultats du test de connaissances ont été de 77% de réussite.

Les retours très positifs sur cette organisation témoignent de la solidité et de la pérennité de ce partenariat historique entre la Fondation René Cassin et la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté en cette 15ème édition historique.



## 6ÈME SESSION DE FORMATION DE BUENOS AIRES

### DROITS DE L'HOMME ET JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

La 6ème Session de Buenos Aires, consacrée au droit de l'Homme et à la justice environnementale, a eu lieu du lundi 14 au samedi 19 octobre 2024. Elle a été organisée conjointement par la Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'Homme, l'Ambassade de France à Buenos Aires, la Faculté de Droit de l'Université de Buenos Aires, le Centre franco-argentin des Hautes Études en Sciences Sociales de l'Université de Buenos Aires, et la Fondation Friedrich Naumann pour la Liberté.

La session s'est déroulée en espagnol, 10 experts, issus des secteurs académiques, institutionnels et judiciaires sont intervenus. L'objectif principal de cette formation était de prendre en compte les spécificités locales et les enjeux particuliers des populations en matière de droits de l'Homme, en particulier dans le contexte des défis environnementaux.

En plus des enseignements de base sur le système universel de protection des droits de l'Homme, des cours thématiques ont traité de sujets tels que les normes visant à garantir un environnement sain et durable, les enjeux liés à l'exploitation du lithium, l'expérience bolivienne des territoires exempts d'extractivisme, la justice transitionnelle, la résilience face aux catastrophes climatiques, et la protection des océans.



# PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
Conférence inaugurale	<b>Marta VIGEVANO</b> Avocate à la Faculté de Droit et de Sciences Sociales de l'Université de Buenos Aires Chercheuse accréditée à la Faculté de Droit de l'Université de Buenos Aires
Système universel de protection des droits de l'Homme	<b>Sébastien TOUZÉ</b> Directeur de la Fondation René Cassin - Institut International des Droits de l'Homme Professeur à l'Université de Paris - Panthéon - Assas (Paris II)
Des normes pour garantir le droit à un environnement propre, sain et durable	<b>Enrique VIALE</b> Avocat spécialisé en droit de l'environnement - Association Argentine des Avocats Environnementalistes
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les problèmes environnementaux liés à l'exploitation du lithium</li> <li>L'expérience bolivienne de territoires libérés de l'extractivisme</li> </ul>	<b>José Carlos SOLON ROMERO</b> Responsable département à la Fondation Solon
Protection des défenseurs des droits humains et environnementaux	<b>Mariano FERNÁNDEZ VALLE</b> Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Buenos Aires

THEMES	INTERVENANTS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Protection des droits des peuples autochtones</li> <li>Les droits des peuples autochtones</li> </ul>	<b>Salvador MILLALEO</b> Professeur à la Faculté de Droit et chercheur au Centre des Droits de l'Homme, Université du Chili. Chercheur associé à l'Institut de Violence et Démocratie (VioDemos)
Justice transitionnelle et mécanismes de résilience face aux catastrophes climatiques	<b>Jânia SALDANHA</b> Professeure à l'École de Droit de l'UNISINOS - Université do Vale do Rio dos Sinos
Protection des océans	<b>Javier Armando VALLADARES</b> Docteur en Géographie de l'Université du Salvador
Protection des océans au Tribunal international du droit de la mer	<b>Frida M. ARMAS PFIRTER</b> Juge au Tribunal International du Droit de la Mer
Conférence de clôture : Les principes éthiques du changement climatique	<b>Christian BYK</b> Juge honoraire à la Cour d'Appel de Paris, Secrétaire Général de l'Association Internationale Droit, Éthique et Science, Responsable de l'éthique à la Commission Française pour l'UNESCO



## BILAN

Au total, 27 personnes ont participé à la formation, dont 19 femmes et 8 hommes.

Les participants sont en majorité des étudiants en droit ou en sciences politiques et sociales, des fonctionnaires internationaux et un psychologue.

Le taux de réussite de cette session est de 96 %.



## 10ÈME SESSION DE FORMATION DE BAMAKO

### **DROIT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME, DROIT INTERNATIONAL PÉNAL ET DROITS DES RÉFUGIÉS**

La 10ème session de formation sur le thème « Droit International des Droits de l'Homme, Droit International Pénal et Droits des Réfugiés » de Bamako s'est déroulée du 18 au 22 novembre 2024, à l'Hôtel de l'Amitié. Cette formation de 5 jours a été organisée conjointement par la Fondation René Cassin - Institut international des droits de l'homme et par la Fondation Friedrich Naumann pour la Liberté.

La session s'est déroulée en français, animée par 5 experts. L'objectif a été d'offrir un accès à un enseignement d'excellence dans le domaine du Droit International des Droits de l'Homme et du Droit International Pénal. Dans un contexte géopolitique complexe dans la zone sahélo-saharienne, cette 10ème session a eu également pour objectif de renforcer chez les participants une compréhension commune tant des nouveaux défis qui affectent la protection internationale des droits de l'homme que des actions qui permettent un renforcement des mécanismes de protection en faveur de ceux-ci.



## PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
Droit international humanitaire	<b>Mme Kany Elizabeth SOGOBA</b> Coordinatrice communication-prévention, Comité international de la Croix-Rouge
Droit international pénal	<b>Dr. Ndèye Amy NDIAYE</b> Chercheuse principale, DCAF - Geneva Centre for Security Sector Governance/ELSIE
Système africain de protection des droits de l'homme	<b>Pr. Seni OUEDRAOG</b> Professeur à l'Université Thomas Sankara de Ouagadougou, Burkina Faso

THEMES	INTERVENANTS
Droit international pénal dans le contexte malien et régional	<b>Dr. Diachari POUDIOGO</b> Docteur en Sciences juridiques et politiques Maître Assistant à l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako
Droit des réfugiés	<b>M. Jacob DENA</b> Expert, UNHCR Bamako

## BILAN

La 10ème session de formation de Bamako a accueilli 49 participants dont 12 femmes.

65% des participants étaient Maliens, et parmi l'auditoire se trouvaient également des personnes originaires du Cameroun, du Bénin, du Burkina Faso, de la République centrafricaine, de Guinée, du Sénégal et du Tchad



# NOS ACTIVITÉS DE **RECHERCHE**

## SYMPOSIUM SUR LES DISCOURS DE HAINE

Le 16 février 2024, la Fondation René Cassin – Institut International des Droits de l'Homme a coorganisé un colloque à Strasbourg, en partenariat avec l'INSP, les consulats généraux du Japon et des États-Unis. Cet événement, consacré aux discours de haine, s'est déroulé dans les locaux de l'INSP.

Il a été structuré en deux tables rondes : la première a abordé les défis majeurs liés aux discours de haine, tandis que la seconde a présenté des approches comparatives. Le symposium a réuni des experts internationaux – universitaires, professionnels d'organisations internationales et non-gouvernementales, ainsi que des représentants d'États. Ouvert au public, l'événement a compté un total de 117 participants, dont 61 en présentiel et 56 à distance. Une diffusion en direct sur Teams a également permis à un public plus large de suivre les discussions à distance.



## JOURNÉE D'ÉTUDE PAUL TAVERNIER

### LA FRANCE ET LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME (ANNÉE 2023)

Le 5 avril 2024, la 3<sup>ème</sup> Journée d'étude Paul Tavernier s'est tenue à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sur le thème "La France et la Cour européenne des droits de l'Homme (année 2023)". Organisée par la Fondation René Cassin, l'Association des Amis de la Fondation René Cassin, le Centre de recherche sur les droits de l'Homme et le droit humanitaire (Université Paris Panthéon-Assas), l'Institut des droits de l'Homme du Barreau de Paris, et l'Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne, cette journée a permis d'approfondir l'analyse des décisions récentes de la Cour européenne des droits de l'Homme concernant la France.

Des experts, dont des juges de la Cour européenne des droits de l'homme et des universitaires, ont analysé plusieurs arrêts importants de 2023 portant sur des sujets tels que les conditions de détention, la lutte contre la corruption, la liberté d'expression des élus, les droits liés à la procréation et à la filiation, ainsi que l'assignation à résidence dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Cette journée a offert un éclairage sur l'impact de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme sur le droit français et a contribué à enrichir la réflexion sur la protection des droits fondamentaux en France.

Les actes de cette journée seront publiés à la Revue de Droit Local Français (RDLF) et l'événement était également éligible à la formation continue pour les avocats.



## JOURNÉE D'ÉTUDE PAUL TAVERNIER

# PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
Ouverture du colloque	<p><b>Emmanuel DECAUX</b> Professeur émérite de droit public à l'Université Paris Panthéon-Assas (CRDH), Président de la Fondation René Cassin - Institut international des droits de l'Homme.</p> <p><b>Jacqueline FLAUSS</b> Présidente de l'association des amis de la Fondation René Cassin.</p> <p><b>Olivier de FROUVILLE</b> Professeur à l'Université Paris Panthéon Assas (CRDH)</p> <p><b>Christophe PETTITI</b> Avocat au Barreau de Paris, Secrétaire général de l'Institut de formation en droits de l'Homme du Barreau de Paris</p>
Dignité humaine et conditions de détention	<p><b>Béatrice PASTRE-BELDA</b> Maîtresse de conférences (HDR) à l'Université de Montpellier</p> <p><b>Hélène RASPAIL</b> Maîtresse de conférences (HDR) à l'Université du Mans</p>
Lutte contre la corruption	<p><b>Maître Patrice SPINOSI</b> Avocat aux Conseil d'État et à la Cour de cassation</p>
État des lieux de l'exécution des arrêts	<p><b>Régis BRILLAT</b> Ancien Secrétaire exécutif du Comité européen pour la prévention de la torture et des traitements inhumains et dégradants.</p>

THEMES	INTERVENANTS
Liberté d'expression des élus	<p><b>Edouard DUBOUT</b> Professeur à l'Université Paris Panthéon-Assas</p>
Assignation à résidence et lutte contre le terrorisme	<p><b>Thomas HERRMANN</b> Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne</p>
Inscription du sexe « neutre » ou « intersexe » à l'état civil	<p><b>Maître Caroline MÉCARY</b> Avocate.</p>
Procréation post mortem	<p><b>Martial MANET</b> Docteur de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne</p>
Droit d'accès aux origines	<p><b>Marie MESNIL</b> Maîtresse de conférences à l'Université Paris-Saclay</p>
Reconnaissance de paternité	<p><b>Jean-René BINET,</b> Professeur à l'Université de Rennes</p>
DISCUSSIONS - PAUSE	<p><b>David SZYMCZAK</b> Professeur à Sciences po Bordeaux</p> <p><b>Marion LARCHÉ</b> Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne</p> <p><b>Sébastien TOUZÉ</b> Professeur à l'Université Paris Panthéon-Assas, Directeur de la Fondation René Cassin</p> <p><b>Christophe PETTITI</b> Avocat au Barreau de Paris</p>



## PRIX DE THÈSE RENÉ CASSIN

### PRIX DE THESE FRANCOPHONE ET ANGLOPHONE

Soucieuse de développer et favoriser la publication de travaux de recherche sur les droits de l'Homme, la Fondation René Cassin - Institut International des droits de l'homme décerne chaque année un prix de thèse René Cassin francophone (depuis 2006) et anglophone (depuis 2012).

La procédure de candidature à l'obtention de ce prix de Thèse est ouverte aux docteurs en droit ayant soutenu leur thèse dans l'un des domaines suivants : Droit international des droits de l'Homme, Droit régional des droits de l'Homme, Droit comparé des droits de l'Homme et Théorie juridique des droits de l'Homme. L'attribution de ce prix, lors de la cérémonie d'ouverture de la Session d'Été, permet la publication de l'ouvrage aux Éditions Pedone dans la collection « Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme ».

**En 2024, les Prix de thèse René Cassin francophone et anglophone** ont été remis à :

- Charlotte PIVETEAU, "La soft law en droit international des droits de l'Homme", Université Grenoble Alpes, sous la direction du Professeure de droit public Mihaela Ailincăi
- Ezgi Özlü, "The Costs policy of the european court of human rights : from judicialisation to judicial restraint" sous la direction de Mme Elisabeth Lambert, CNRS Research Professor, Université de Strasbourg

Une mention spéciale a été attribuée à :

- Edith Wagner, "The quest for efficiency of the European Court of Human Rights An empirical inquiry into repetitive cases and the docket crisis"



## CONFÉRENCE SUR LES DROITS CULTURELS COLLABORATION AU PROJET 'PERLES DE CULTURE' 15 MAI 2024

La formation sur les droits culturels, organisée dans le cadre du projet Perles de Culture a eu lieu le 15 mai 2024 à la Fondation René Cassin. Cette formation a été organisée par la Fondation René Cassin en collaboration avec le Certificat professionnel en sciences sociales pour les jeunes réfugiés de Sciences Po et Voix de Stras.

### PROGRAMME

THEMES	INTERVENANTS
Intervention sur les droits culturels	<b>Cléa HANCE</b> Docteure, CNRS-Institut des sciences sociales du politique, Université Paris-Saclay
Présentation de la Fondation René Cassin et de ses actions	<b>Valérie BAUD-CANAU</b> Directrice adjointe de la Fondation René Cassin

### BILAN

Avec la participation de 18 étudiants du Certificat professionnel en sciences sociales pour les jeunes réfugiés, la formation a facilité le partage d'informations et de connaissances sur les droits culturels à destination des futurs professionnels. Parallèlement, la Fondation René Cassin a présenté son travail.



## LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE GENÈSE ET PRATIQUE DU 2 AU 4 OCTOBRE 2024

Du 2 au 4 octobre 2024, la Fondation René Cassin a eu l'honneur d'être associée à l'Universidade Federal de Minas Gerais de Belo Horizonte au Brésil. Notre Directeur, Sébastien Touzé a ainsi pu animer plusieurs sessions sur la Convention et le travail du Comité contre la torture et s'adresser à une audience de chercheurs et d'étudiants.





## DEATH IS NOT JUSTICE

### 22ÈME JOURNÉE CONTRE LA PEINE DE MORT (ECPM)

10 OCTOBRE 2024

Le 10 octobre 2024 à l'occasion la 22ème Journée mondiale contre la peine de mort, la Fondation René Cassin, représentée par son Directeur, Sébastien Touzé, a été invitée à participer à un séminaire sur le thème « La peine de mort ne protège personne ».

Événement fédérateur du mouvement abolitionniste, la Journée mondiale est l'occasion pour la société civile, les dirigeants politiques, les experts juridiques et d'autres acteurs de se mobiliser et de mettre en œuvre toute une série d'actions : conférences de presse, communiqués de presse et articles d'opinion, ainsi que manifestations scientifiques en présentiel et en ligne.



## 12ÈME FORUM MONDIAL DE LA DÉMOCRATIE 6-8 NOVEMBRE, 2024

Le Forum Mondial de la Démocratie est une plateforme de dialogue entre les décideurs politiques et la société civile, abordant les défis auxquels la démocratie contemporaine est confrontée ainsi que les solutions proposées. En 2024, alors que la moitié de la population mondiale a été appelée aux urnes, le Forum a mis l'accent sur les grandes menaces que représentent la désinformation et les récits politiques clivants, notamment autour de la diversité, y compris dans le contexte des campagnes électorales.

Dans le cadre du 12ème Forum Mondial de la Démocratie, la Fondation René Cassin a pris part aux côtés du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères et de l'ONG IDEA à un panel portant sur la thématique « Protéger les élections, c'est protéger les droits humains », le 7 novembre 2024, . La Fondation René Cassin a été représentée par son Président, Monsieur Emmanuel Decaux et par Madame Cécile Goubault-Larrecq.

FORUM TALK 10 : Protéger l'intégrité des élections, c'est protéger les droits humains	
Modérateur	<p><b>Claude KERN</b> Sénateur du Bas-Rhin</p>
Panel	<p><b>Emmanuel DECAUX</b> Président de la Fondation René Cassin</p> <p><b>Joëlle COUREAU</b> Cheffe de pôle droits, réforme de l'Etat et fragilités au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères,</p> <p><b>Cécile GOUBAULT LARRECQ</b> doctorante en droit international à l'Université de Paris-Panthéon-Assas</p> <p><b>Massimo TOMMASOLI</b> Directeur, Global Programmes International IDEA</p>




## SÉMINAIRE SUR LE SYSTÈME EUROPÉEN ET LE SYSTÈME INTERAMÉRICAIN DES DROITS DE L'HOMME:

### REGARDS CROISÉS ET SYNERGIES VERS LE HAUT

Le lundi 16 décembre 2024, la Fondation René Cassin - Institut international des droits de l'homme a organisé un séminaire sur « Le système européen et le système interaméricain des droits de l'Homme : regards croisés et synergies vers le haut », animé par le Professeur Luis Jimena Quesada au sein de ses locaux, à Strasbourg. Le séminaire était également retransmis en direct en visioconférence.





# ACTIONS DE SENSIBILISATION DE LA JEUNESSE

## CONCOURS EUROPÉEN DE PLAIDOIRIE FRANCOPHONE EN DROITS DE L'HOMME

Le concours européen de plaidoirie francophone en droits de l'Homme, organisé par la Faculté de Droit de l'Université catholique de Lyon (UCLy) dans le cadre d'un programme financé par l'Agence Erasmus et en partenariat avec la Fondation René Cassin, s'est déroulé du 4 au 8 mars 2024.

Ce concours a été articulé autour de deux épreuves. Dans un premier temps, les compétences écrites des candidats ont été évaluées au travers de l'exercice de rédaction de mémoires juridiques. Dans un second temps, les candidats ont fait valoir leurs compétences oratoires en s'adonnant à des plaidoiries.

Les participants ont reçu un certificat de l'UCLy, accompagné de crédits ECTS, ainsi que des prix pour les meilleurs plaideurs et conseillers juridiques. Dans ce cadre, la Fondation René Cassin a offert les droits d'inscription au premier module de la session d'été : droit international des droits de l'homme.

Deux candidates étudiantes à l'Université Aristote de Thessalonique, en Grèce, ont remporté ce concours : Madame Dionysia-Maria Vrachnou, plaideuse et Maria Christidou, conseillère juridique.



## CONCOURS D'ÉLOQUENCE ORATIO

### ORGANISÉ PAR L'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS EN DROIT DE STRASBOURG (AED)

Le 27 mars 2024, Valérie Candau, Directrice adjointe de la Fondation René Cassin - Institut international des droits de l'homme, a pris part à la finale de la 13e édition du Concours d'éloquence Oratio, organisée par l'Association des étudiants en droit de Strasbourg, en tant que membre du jury. L'événement s'est tenu au Musée d'Art Moderne et Contemporain de Strasbourg.

La finale a vu la victoire de Margot Belfort. En récompense, elle a obtenu un accès aux trois modules de la 53e Session d'été à Strasbourg. Théo Touya a, quant à lui, été salué pour sa prestation lors de la petite finale.

Les participants ont défendu des sujets tels que « Être visible, est-ce essentiel pour exister ? » et « Doit-on faire de sa vie une œuvre d'art ? ».



## CONCOURS PLAIDOIRIE LYCÉE LOUIS PASTEUR

Le 27 mai 2024, la Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme, représentée par sa Directrice adjointe, Valérie Candau, a été associée au jury du Concours de plaidoiries organisé par le Lycée Louis Pasteur de Strasbourg.

Les élèves ont fait preuve d'un engagement remarquable, et la qualité de leurs plaidoiries a été particulièrement appréciée. À l'issue de ce concours, la Fondation René Cassin a offert à Marion Rudloff, la lauréate du Prix du Jury, une place pour assister à la conférence inaugurale de la Session d'été, présentée par Madame Claire Hédon, Défenseuse des droits.



## CONCOURS DES DROITS DE L'HOMME - ASSOCIATION REGARDS D'ENFANTS

La Fondation René Cassin, représentée par Arthur Quattrochi, a participé au jury du Concours des droits de l'Homme organisé par l'Association Regards d'Enfants, sur le thème « Fêtons les droits de l'Homme à l'occasion du 75e anniversaire du Conseil de l'Europe ». Le jury, présidé par Matjaž Gruden, Directeur de la Participation démocratique au Conseil de l'Europe, a remis les diplômes le 3 juin 2024 au Conseil de l'Europe, en félicitant les enfants, élèves, éducateurs et professeurs pour la qualité de leurs productions.





## ACTIVITÉS CULTURELLES

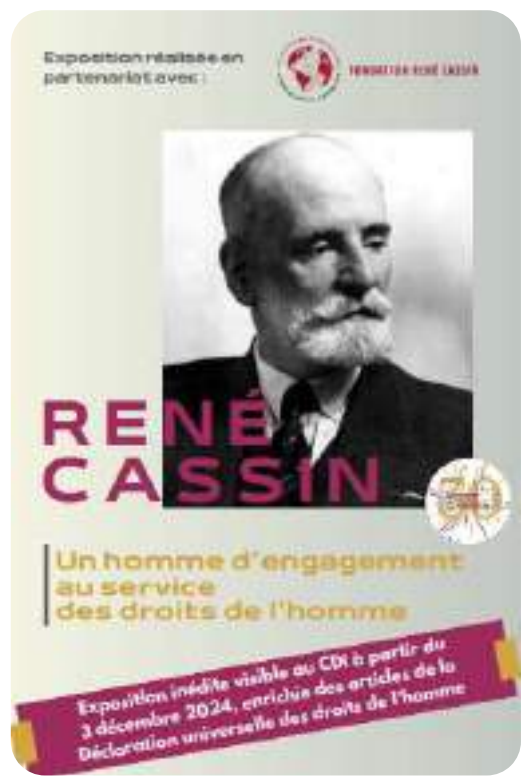
### EXPOSITION LYCÉE RENÉ CASSIN

La Fondation René Cassin s'est associée au lycée professionnel René Cassin de Metz pour l'organisation d'une exposition dédiée à René Cassin à l'occasion des 30 ans de l'établissement.

L'inauguration a eu lieu le 6 décembre 2024 en présence du Maire de la ville de Metz, du recteur de l'académie de Nancy-Metz, ainsi que du proviseur du lycée.

Un programme pédagogique a également été mis en place, spécifiquement destiné aux lycéens.

Ces deux initiatives combinées ont permis de proposer une vue d'ensemble du parcours de René Cassin et de son engagement en faveur des droits de l'Homme.



# Liberté d'expression et de la presse

4 Festival international du Film des droits de l'homme

du 25 février au 5 mars 1975, cinéma "le club"

## ACTIVITÉS CULTURELLES

### EXPOSITION CONSEIL DE L'EUROPE

#### WHEN POSTERS SPEAK OUT - QUAND LES AFFICHES PRENNENT LA PAROLE CONSEIL DE L'EUROPE

EVERYONE HAS THE RIGHT TO FREEDOM OF EXPRESSION /  
TOUTE PERSONNE A DROIT À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION



Freedom of expression and of the press,  
4th International Human Rights Film Festival,  
Strasbourg, 25 February-5 March 1975 (1975)

Liberté d'expression et de la presse,  
4<sup>e</sup> Festival international du Film des droits  
de l'homme, Strasbourg, 25 février-5 mars 1975 (1975)

Design: Kut Simons / Institut International  
des droits de l'homme, Fondation René Cassin

Dans le cadre du 75ème anniversaire de la défense des valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe – à savoir les droits humains, l'État de droit et la démocratie – une série d'affiches a été créée pour mettre en avant ces principes. Parmi celles-ci, l'affiche réalisée par la Fondation René Cassin en collaboration avec Kut Simons a eu l'honneur d'être sélectionnée et exposée lors de cet événement.

Freedom of expression is a fundamental value enshrined in the European Convention on Human Rights. Article 10 of the Convention states: "Everyone has the right to freedom of expression. This right shall include freedom to hold opinions and to receive and impart information and ideas without interference by public authority and regardless of frontiers." Freedom of expression and, by extension, freedom of the press entail the protection of the safety of journalists.

La liberté d'expression est consacrée par la Convention européenne des droits de l'homme qui dans son article 10 énonce: « Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières [...] ». La liberté d'expression et, par extension, la liberté de la presse impliquent l'une comme l'autre la protection de la sécurité des journalistes.



## AUTRES ACTIVITÉS

### CHAIRES D'EXCELLENCE RENÉ CASSIN

#### L'HUMAIN FACE AU DÉFI CLIMATIQUE (OCT.- AVR. 2024)

La Fondation René Cassin - Institut international des droits de l'homme poursuit son engagement pour la promotion des droits et libertés fondamentales à travers le Programme des Chaires d'excellence. Ce programme, inédit et novateur, sélectionne cinq chaires pour chacune des éditions. Ces personnes, d'horizons professionnels divers et originaires de différentes régions du monde sont réunis pendant 6 mois à Strasbourg, pour mettre en oeuvre un projet unique contribuant à la défense des droits et des libertés fondamentales sur une thématique choisie en amont.

En 2024, la Fondation René Cassin a accueilli la deuxième édition des chaires d'excellence, du 30 octobre 2023 au 30 avril 2024, sur la thématique : "l'humain face au défi climatique".

La force de ce programme réside dans la diversité des profils sélectionnés, encourageant une approche pluridisciplinaire. Les candidatures ont été évaluées par un jury international et pluridisciplinaire, composé de personnalités connues pour leur engagement en faveur de la protection des droits et des libertés, et présidé par le Directeur de la Fondation René Cassin. Les cinq participants désignés pendant le processus de sélection ont travaillé autour d'un projet commun.





## PROFILS DES LAURÉATS SÉLECTIONNÉS



**Étile Rosemonde** : Originaire de Côte d'Ivoire, juriste ayant étudié le droit public à l'Université Felix Houphouët Boigny d'Abidjan et titulaire d'un master en Action Humanitaire. Son projet a pour objectif de mettre en place un moyen de formation et de vulgarisation d'une culture agricole écologique permettant aux personnes les plus exposées aux conséquences du changement climatique d'être plus résilientes.



**Frédéric Wilfried Bebey Mbou**: Originaire du Cameroun et diplômé en Droit public, titulaire d'un Master en droit public international et d'un Master 2 en relations internationales. En qualité de promoteur de la mise en place d'un Bureau d'encadrement et d'accompagnement des déplacés et réfugiés climatiques (BUCRADE), il souhaite promouvoir une diplomatie humanitaire à travers la solidarité internationale, une diplomatie climatique et des droits de l'Homme par une harmonisation des politiques climatiques sous-régionales et régionales.



**Mokhtar Triki** : Titulaire d'une double formation supérieure, alliant une dimension littéraire et juridique, centrée sur les droits de la migration et de l'asile, ainsi que sur le travail social. Il a été le Président de la commune de Bir Lahmar (Tunisie) et du comité régional de l'agriculture et des ressources hydrauliques au sein du conseil régional de Tataouine pendant une décennie. Monsieur Triki souhaite proposer une sensibilisation de la population à travers une approche scientifique collective face à ce phénomène en transposant par la suite cette expérience dans son pays d'origine.



**Marie Courtoy** : Originaire de Belgique, doctorante en droit. Avec un parcours académique remarqué, elle a simultanément mené à bien deux bachelors, l'un en sociologie et anthropologie, l'autre en droit. Elle a poursuivi par un Master en droit à l'université catholique de Louvain. Madame Courtoy aspire à intégrer un environnement de recherche d'exception, où elle pourra mettre à l'épreuve ses résultats provisoires et enrichir ses réflexions au contact d'autres chercheurs et d'acteurs institutionnels.



**Salva Amisi** : Originaire de la République Démocratique du Congo; membre du collectif "Les Ateliers We Art Slam", elle utilise l'art du slam pour explorer et exprimer les complexités de la condition humaine. Elle est co-fondatrice du Collectif Main Royale et chargée culturelle à la Faculté Polytechnique de Lubumbashi. Son projet porte sur l'écriture de nouvelles sur la défense de l'environnement. Madame SALVA suit le programme de cette édition en distanciel.



**Myagis Lovesse** : Originaire du Bénin, titulaire d'une licence en sociologie de l'Université d'Abomey-Calavi. Elle est une militante active et membre fondatrice de l'ONG African Youth Impact and Holistic Advancement (AYIHA). Son projet innovant vise à accompagner la transition vers une économie bas carbone au Nord du Bénin, en proposant la construction de foyers améliorés pour les femmes à faibles revenus.



## PROJET COMMUN DES LAURÉATS

Les lauréats ont pris part à une série de visites, de rencontres, d'activités et d'événements, contribuant ainsi à l'élaboration de leur projet commun. Au cours de ces activités, ils ont eu l'opportunité de découvrir les principales institutions européennes et les missions de la Fondation. Parallèlement, ils ont renforcé leurs connaissances en participant à des séminaires, des conférences et des formations en ligne. Grâce à la collaboration de la Clinique de la Médiation de Strasbourg et au soutien de la Fondation René Cassin et de son équipe, les Chaires ont développé un projet commun qui reflète leur engagement et leur démarche collaborative face au défi climatique. En conséquence, les lauréats ont organisé une formation de trois jours à Strasbourg, ainsi qu'une manifestation scientifique sous la forme d'une conférence.

## FORMATION EN AQUAPONIE



Du 3 au 5 avril 2024, les Chaires ont organisé une formation dont l'objectif a été d'initier les participants aux techniques d'aquaponie pratiquées à Strasbourg et dans la région du Grand Est. Gratuite et ouverte au public, cette initiative souligne la détermination des lauréats à également partager et diffuser des méthodes agricoles durables et innovantes dans leur pays d'origine.



## PROJET COMMUN DES LAURÉATS

### CONFÉRENCE « L'HUMAIN FACE AU DÉFI CLIMATIQUE »

Le 26 avril 2024, la conférence intitulée « L'humain face au défi climatique » a marqué l'un des moments phares du programme. L'événement a été réalisé au Lieu d'Europe à Strasbourg. Cette conférence était axée autour de quatre thématiques :

- La relation de l'humain à la nature dans le contexte du changement climatique,
- L'agroécologie,
- Les mobilités humaines,
- Les perspectives décoloniales sur le droit international environnemental et climatique.



## INAUGURATION DES LOCAUX

Le jeudi 12 Septembre 2024, la Fondation René Cassin - Institut international des droits de l'homme a inauguré ses locaux nouvellement rénovés.



Le Président de la Fondation René Cassin, Monsieur Emmanuel Decaux, ainsi que le Directeur, Monsieur Sébastien Touzé, ont remercié l'ensemble des collectivités, des acteurs institutionnels, associatifs et académiques pour leur présence et leur soutien. Ils ont également rendu hommage aux anciens présidents de la Fondation René Cassin : Madame Denise Bindschedler-Robert, Jean Waline et Jean-Paul Costa par l'inauguration de salles à leurs noms. Ces éminents juristes, juge et ancien Président de la Cour européenne des droits de l'homme ont été salués pour leur engagement indéfectible pour la défense des droits de l'Homme.



## TROPHÉE RSE GRAND EST

La Fondation René Cassin - Institut international des droits de l'homme a eu le plaisir de prendre part mardi 5 novembre 2024 au Forum du Développement durable et à la remise des Trophées RSE Grand Est au Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg.

Organisé par Initiatives Durables, ce forum récompense les entreprises et structures ayant mis en place des projets innovants dans les domaines du développement durable (environnement, avancées sociales et sociétales) et d'économie circulaire.

Ce fut un réel plaisir pour la Fondation René Cassin - Institut international des droits de l'Homme, représentée par notre Chargé de relations entreprises et mécénat Valentin Jules, et notre Chargée de communication Louise Humbert, d'être associée au jury de sélection.

Les lauréats de cette édition ont été les suivants :

- SarReVie – Trophée coopérations territoriales ;
- R-CUA – Trophée transition énergétique
- Ligue Grand Est de Judo – Trophée ceinture noire de la RSE
- LES JARDINS DE GAÏA – Trophée cap sur la mobilité décarbonée
- Réseau Origami - Prix coup de cœur du public



## PRIX JACQUES RIBS POUR LES DROITS DE L'HOMME

La Fondation René Cassin - Institut International des droits de l'homme a organisé, le 13 décembre 2024, la première édition du Prix Jacques Ribs pour les droits de l'Homme. Ce prix est dédié à la mémoire de Jacques Ribs, qui a consacré sa vie à la défense des droits de et libertés fondamentales.

Le prix vise à récompenser une initiative, une action ou une œuvre personnelle ou collective marquante dans le domaine des droits de l'Homme comme dans celui du droit des réfugiés dans l'esprit de la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen de 1789, de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et de la Convention de Genève de 1951.

Le Jury présidé par Monsieur Decaux et composé de Vincent Berger, Jean-Marie Delarue, Madame Martine Denis-Linton, Madame Nicole Questiaux, et Madame Pinar Selek a désigné deux lauréats pour cette première édition, une personne morale et une personne physique.

Les deux lauréats ont été récompensés dans le cadre de la cérémonie de remise du Prix Jacques Ribs pour les droits de l'homme 2024, le vendredi 13 décembre 2024 à la Villa Quai Sturm, à Strasbourg. 132 personnes ont assisté à la cérémonie. Des juges à la Cour européenne des droits de l'Homme, des représentants permanents auprès du Conseil de l'Europe, des partenaires, des membres du Conseil d'administration, des membres du Conseil de l'Europe, des représentants de la société civile, des élèves de lycée, des étudiants en master droits de l'Homme étaient présents.



FONDATION RENÉ CASSIN

## ŞEBNEM KORUR FINCANCI

LAURÉATE - PRIX JACQUES RIBS  
POUR LES DROITS DE L'HOMME 2024

### ◆ BIOGRAPHIE

Şebnem Korur Fincancı, née en 1959 à Istanbul, est diplômée de la Faculté de médecine de l'Université d'Istanbul Cerrahpaşa en 1983, puis sa spécialité en médecine légale. Elle a également étudié l'anthropologie à l'Université d'Istanbul de 1987 à 1991. Şebnem Korur Fincancı a été membre fondatrice et présidente de la Société des Spécialistes en Médecine légale de 1993 à 1999 et a été membre fondatrice de l'Association de Droit Médical Turc. Elle a co-fondé et présidé la Fondation des Droits de l'Homme de Turquie de 2009 à 2020 et est devenue présidente de l'Association Médicale de Turquie en 2020, réélue pour un second mandat en 2022.

Elle est membre du Conseil consultatif de PHB, du Groupe consultatif de recherche de l'IRCT et du Groupe d'experts médico-légaux indépendants (JIEG). Elle a dirigé le Département de Médecine légale de l'Université d'Istanbul de 1997 à 2007.

En 1996, elle a participé aux enquêtes des fosses communes en Bosnie dans le cadre d'une équipe de PHB pour les Nations Unies. Şebnem Korur Fincancı a également contribué à la rédaction du Protocole d'Istanbul en 1999, établir des lignes directrices internationales pour l'évaluation de la torture. Elle a ensuite donné des conférences dans divers pays sur la mise en œuvre du protocole et a effectué des évaluations médicales pour des victimes présumées de torture en tant que membre de l'IEG. Elle a coécrit plus de dix livres et plusieurs centaines d'articles sur la médecine légale, et rédige une chronique hebdomadaire pour le journal *Fareast* depuis 2003.

Elle travaille avec des victimes de violences sexuelles au sein de *Purple Roof*, une organisation de défense des droits des femmes en Turquie.

Elle arrête au niveau du cycle de formation initiale et postuniversitaire au Département de Médecine légale de la Faculté de Médecine de l'Université d'Istanbul depuis 1992, mais a été contrainte de prendre sa retraite en décembre 2018 en raison de la perte de ses droits civiques, conformément à l'Article 53 du Code pénal turc, en raison d'une pétition pour la paix.

“  
La vérité finit toujours par éclater,  
je me contente de faciliter les choses.  
”

Elle a fait l'objet de plusieurs procès et enquêtes administratives au cours des 30 dernières années à la suite de chaque Audition médico-légale de cas de torture impatients, a été contrainte de démissionner de son poste de chef de service et a repris son poste après avoir porté les décisions d'enquête devant le tribunal. Elle a été emprisonnée à deux reprises en 2016 et en 2022, respectivement pour avoir invité Çağrı Çöğür en tant que rédacteur en chef et pour avoir accordé une interview à Medya TV sur les crimes chroniques. Le procès d'Çağrı Çöğür est en attente de jugement et l'affaire des crimes chroniques est en attente du jugement de la Cour suprême.

### ◆ ENGAGEMENT POUR LES DROITS HUMAINS

- ◆ LUTTE CONTRE LA TORTURE ET LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME
- ◆ CONTRE LA DISCRIMINATION
- ◆ AVEC UN ENGAGEMENT NON MULLAHI
- ◆ EN CHERCHANT LA VÉRITÉ
- ◆ MONTRE AU POUVOIR ABUSIF





FONDATION RENÉ CASSIN

## PRISON INSIDER

Lauréat - Prix Jacques Ribs  
pour les Droits de l'Homme 2024

### HISTORIQUE

L'information sur les prisons, fragmentée et difficile d'accès, est essentielle pour faire évoluer les pratiques et les politiques publiques.

Face à l'opacité de celles-ci, Prison Insider propose une information rigoureuse, indépendante et accessible sur les conditions de détention à travers le monde. C'est à l'initiative de Bernard Boute que se crée, en 2015, l'association Prison Insider, à la suite de la dissolution de la dimension internationale de l'OIP (Observatoire international des prisons). Des personnes issues des milieux académiques, associatifs, institutionnels et universitaires se regroupent pour concevoir une formule contemporaine d'information. Leurs travaux permettent, en 2017, la mise en ligne de son site internet, accessible en trois langues: anglais, français et espagnol. La plateforme offre une information rigoureuse et accessible sur les réalités pénitentiaires.

Elle est aujourd'hui reconnue à l'international comme une force incontournable dans la défense des droits et de la dignité des personnes détenues.

### ENGAGEMENT POUR LES DROITS HUMAINS

**Informar**, à travers des **Recherches** qui offrent un état des lieux détaillé des conditions de détention, et avec le **Prison Life Index**, qui mesure le niveau des conditions de détention pour les détenus.

**Comparer**, avec des **Indicateurs** qui mesurent une connaissance globale et locale, à l'aide d'outils de données comparées et avec un **outil de comparabilité** des données.

**Éclairer**, avec des **documentaires**, des **forums**, des **podcasts** et des **vidéos**, pour aborder les enjeux institutionnels et sociaux liés aux conditions de détention et des droits de personnes détenues.

**Sensibiliser et former**, avec des ateliers et des **seminaires** qui visent le partage de connaissances et la formation de la jeunesse en lien avec les réalités du système pénal.

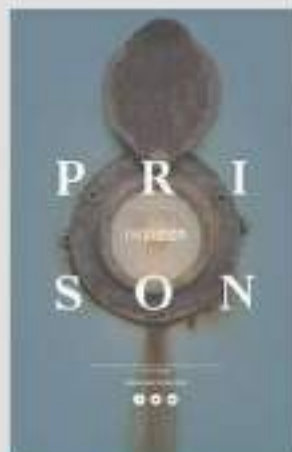
**Rechercher et accompagner un réseau d'associés** de par le monde, à travers le monde, pour leur apporter le soutien et l'accompagnement nécessaires des droits humains.

“ *Mesurer le poids de la prison. Fournir des clés pour comprendre et la penser autrement. Documenter les atteintes aux droits et à la dignité : voilà les missions que Prison Insider remplit. L'équipe interroge et décrypte pour fournir une information qui sert le changement.* - Florence Laufer ”

RICHEUR ET ACCESSIBILITÉ

ÉCHANGE ET CONFIANCE

INDÉPENDANCE ET OBJECTIVITÉ



## VISITES ET PRÉSENTATION DE NOS ACTIVITÉS



Le 28 mai 2024, la Fondation René Cassin a accueilli un **groupe d'avocats du Koweït, membres de l'Arab Centre for International Humanitarian Law and Human Rights Education**, à l'initiative de son Président, Monsieur Mohammed Amin Al-Midani.

Arthur Quattrochi, Chargé de programme, et Anne-Laure Séné, Chargée de mission, ont présenté en anglais l'histoire et les activités de la Fondation René Cassin, suivis d'un témoignage en arabe de Monsieur Al-Midani de son expérience à la Fondation René Cassin. À cette occasion, une plaque en verre a été offerte à la Fondation en signe de reconnaissance.

Le 30 mai 2024, la Fondation René Cassin a accueilli les **lauréats du programme Initiative Marianne**, porté par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Lors de cet événement, la Directrice adjointe, Valérie Candau, a présenté les initiatives de la Fondation. Cette rencontre a offert l'opportunité d'échanger avec des défenseurs des droits de l'homme venus de différents pays.



## VISITES ET PRÉSENTATION DE NOS ACTIVITÉS



Le 6 septembre 2024, la Fondation René Cassin a eu le plaisir d'accueillir un **groupe d'étudiants et d'accompagnateurs de l'école ILERI - L'institut libre des relations internationales et des sciences politiques** dans le cadre de leur séjour à Strasbourg.

Les chargés de programme de la Fondation René Cassin ont été heureux de leur présenter l'historique de la Fondation et ses différentes activités, avant de leur faire visiter la Fondation.

Le 2 octobre 2024, la Fondation René Cassin a reçu les **représentants de CURE (Campaign to Uphold Rights in Europe)**, une initiative regroupant des organisations de la société civile engagées pour les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit en Europe. Cet échange nous a permis de présenter nos actions respectives et d'explorer des pistes de collaboration.

Campaign  
to Uphold Rights  
in Europe





## VISITES ET PRÉSENTATION DE NOS ACTIVITÉS



Le 18 novembre 2024, Son Excellence **Aloisia Wörgetter**, **Représentante permanente auprès du Conseil de l'Europe**, a rencontré l'équipe de la Fondation René Cassin pour découvrir nos activités et discuter de possibles collaborations futures.

## VISITES ET PRÉSENTATION DE NOS ACTIVITÉS

Dans le cadre de nos initiatives de développement et de partenariat, nous avons eu l'opportunité de présenter nos activités aux représentantes du pôle Communication, Marketing et Développement durable du CIC Est. Cet échange fructueux a permis de mettre en avant nos missions, projets et engagements. À la suite de ces discussions, le CIC Est a choisi de soutenir la Fondation René Cassin en tant que mécène. Ce soutien vient renforcer nos capacités d'action et contribue de manière significative à la réalisation de nos objectifs.



Le 7 janvier 2025, la Fondation René Cassin - Institut International des droits de l'homme a accueilli un groupe international composé de **participants du programme de bourses pour les minorités, organisé par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies.**

Lors de cette visite, Anne-Laure Séné et Arthur Quattrochi ont présenté l'histoire de la Fondation et la diversité de ses actions, tant en France qu'à l'international. Cette rencontre a aussi permis d'engager des échanges sur la situation des droits de l'Homme à travers le monde.



## RELAIS MÉDIATIQUES

### INTERNATIONAL 8ÈME SESSION DELOCALISÉE - ABIDJAN

**SOCIÉTÉ** - Publié le mardi 28 mai 2024 à Abidjan.net  
**Droits de l'Homme : 100 auditeurs de pays africains formés à Abidjan sur les nouvelles formes de criminalité**



**Des auditeurs africains formés à Abidjan sur la lutte contre la criminalité**



**PORTUGAL**  
**Droits de l'homme: La 8e session internationale de formation en droit international ouverte à Abidjan**

À l'occasion de la 8ème session d'Abidjan, organisée du 27 mai au 1er juin 2024, l'action de la Fondation René Cassin a pu être relayée dans plusieurs médias ivoiriens. Cette couverture médiatique a renforcé la visibilité régionale de la fondation et son engagement en matière de droits de l'Homme.

## RELAIS MÉDIATIQUES

### INTERNATIONAL 7ÈME SESSION DÉLOCALISÉE - YAOUNDÉ



À l'occasion de la 7ème session de Yaoundé sur le thème « La protection de l'enfant dans le cadre des conflits armés », la Fondation René Cassin a été mentionnée dans le quotidien camerounais **Cameroon tribune**.

## RELAIS MÉDIATIQUES

Actualités - L'Info - Actualités - Actuelle

**Un nouveau chapitre s'écrit pour la fondation dédiée à la promotion et à la défense des droits de l'homme, qui vient d'inaugurer ses locaux fraîchement rénovés dans le quartier européen à Strasbourg.**



Aux portes du quartier de la Robertsau, à deux pas des institutions européennes, se dresse un lieu emblématique des droits de l'homme. Il s'agit des locaux fraîchement rénovés de la Fondation René Cassin, qui ont bénéficié d'une subvention de 900.000 euros partagée entre la Ville de Strasbourg et la Région Grand Est.

Lors de leur inauguration, jeudi 12 septembre, trois figures emblématiques de la fondation ont été mises en lumière. L'ancien président de la Cour européenne des droits de l'homme Jean-Paul Costa, le professeur de droit Jean Waline, qui fut notamment conseiller municipal de Strasbourg et conseiller communautaire, et la juriste et professeure Denise Rindschedler-Robert. Cette mise à l'honneur participe au travail de mémoire, partage Carole Zaklinski, adjointe à la maire de Strasbourg.

**Strasbourg.eu**  
sur métropole

La Fondation René Cassin a été mise en lumière dans les actualités du site de la ville **Strasbourg.eu** à l'occasion de l'inauguration de ses nouveaux locaux rénovés dans le quartier européen de Strasbourg.

## RELAIS MÉDIATIQUES



Le 6 décembre 2024, la WebTV suivant l'actualité juridique **Code Justice** a diffusé une interview dans laquelle Valérie Baud-Candau, directrice adjointe de la Fondation René Cassin, discute des atteintes aux droits de l'Homme et des moyens de preuve nécessaires pour mieux se défendre.

## RELAIS MÉDIATIQUES

### PRIX JACQUES RIBS POUR LES DROITS DE L'HOMME



La Fondation René Cassin a également vu ses activités relayées dans le média d'actualité européenne **Eurojournalist** le 14 décembre 2024, à l'occasion de la remise du Prix Jacques Ribs, que Monsieur le Directeur Sébastien Touzé a présenté.



La Fondation René Cassin a eu l'honneur d'y apparaître à nouveau le 6 janvier 2025, dans le cadre d'un article relayant l'interview de Madame Valérie Baud-Candau, Directrice adjointe de la Fondation, réalisé par José Manuel Lamarque pour France Info.

## RELAIS MÉDIATIQUES

### PRIX JACQUES RIBS POUR LES DROITS DE L'HOMME

Focus sur la Fondation René Cassin, grand juriste qui est à l'origine de la Déclaration universelle des Droits de l'homme. Un nouveau prix a été décerné par cette fondation.



francine - José-Manuel Lamoignon  
Radio France

Publié le 04/02/2025 10:00

@ Temps de faits et d'opinion



Le juriste René Cassin, à son bureau de Conseil constitutionnel. Il fut l'un des auteurs et négociateurs de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. (KEystone FRANCE / GETTY IMAGES)

franceinfo:

Le 4 janvier 2025, la Fondation René Cassin a été mise à l'honneur dans une interview diffusée à la radio et republiée sur **Franceinfo** dans laquelle Valérie Baud-Candau, Directrice adjointe de la Fondation, a présenté son histoire, ses actions, et le lancement du Prix des Droits de l'Homme Jacques Ribs.

# LES PROJETS EN DÉVELOPPEMENT

## En France

- L'exposition Martin Luther King - 2026
- L' école des Libertés (2025-2026)
- Cinquantième anniversaire de la disparition de René Cassin 2026
- Fête de l'Europe 2025

## À L'INTERNATIONAL

Dans un souci de développement constant, la Fondation travaille avec les universités locales, les Ambassades et associations nationales ou régionales pour développer ses activités à l'international.

**Nouvelles actions en 2025:** Brésil, République du Congo

**Actions en développement:** Gabon, Philippines, Guinée Equatoriale, Kosovo, Maroc, Moldavie...



# REMERCIEMENTS

## NOS PARTENAIRES ET FINANCEURS

Au nom de la Fondation René Cassin, nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance pour le généreux soutien matériel et financier que nous avons pu obtenir tout au long de l'année 2024. Ces contributions ont joué un rôle essentiel dans notre capacité à mener à bien nos actions de promotion et de sensibilisation aux droits de l'Homme.

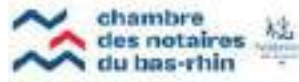
Nous sommes particulièrement reconnaissants envers nos financeurs, partenaires et mécènes sans lesquels la réalisation de nos initiatives et projets ne serait pas possible.



# REMERCIEMENTS

## NOS MÉCÈNES

La Fondation René Cassin s'appuie sur le soutien précieux de ses mécènes, dont l'implication est essentielle à la réalisation de ses projets. Grâce à leur générosité, la Fondation peut poursuivre ses missions. Ainsi, **nos mécènes contribuent à un monde plus juste et plus respectueux de la dignité humaine.**



Hermès



# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024



**Tél :** +33 3 88 45 84 45

**Mail :** [administration@iidh.org](mailto:administration@iidh.org)

**Site :** [www.iidh.org](http://www.iidh.org)

**Adresse :** 2 All. René Cassin, 67000 Strasbourg

